

Vu pour être annexé à ma
lettre en date de ce jour,
Grenoble, le

06 NOV. 2015

Pour le Préfet, par délégation,
le Secrétaire Général

Patrick LAPOUZE

8 -DOCUMENTS ANNEXES

Risques industriels : rapport DREAL de 2009 ; tableau DDPP ICPE

Association départementale Isère Drac Romanche : courrier

Zones Humides : courrier du 1^{er} septembre 2014

Prise en compte de l'assainissement dans les documents d'urbanisme : courrier du 2 avril 2012

Agriculture : tableau ICPE élevage

SDIS : courrier

Rectorat : courrier

RTE : courrier et fiche

SNCF : courrier et fiche



PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

*Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes*

Unité Territoriale de l'Isère

*Service Prévention des Risques
Cellule Risques Accidentels*

44, avenue Marcelin Berthelot

38030 GRENOBLE CEDEX 02

Tél. 04.76.69.34.34 - télécopie : 04.38.49.91.95

Référence : GS38-RA-09-0242-JMA-0703

Affaire suivie par : Jean Mazzoni

jean.mazzoni@industrie.gouv.fr

Tél. 04 76 69 34 31 - Fax : 04.38.49.91.95

Document communiqué

Grenoble, le 20 novembre 2009

DEPARTEMENT DE L'ISERE

Rapport

Éléments à prendre en compte dans l'urbanisation de la commune de Saint Martin d'Hères.

Destinataires :

1. M. le Préfet du département de l'Isère
2. M. le Directeur départemental de l'équipement

Copies Dreal :

1. Division des Contrôles Techniques
2. Division de l'environnement
3. GS38 – Cellule risques accidentels
4. GS38 – Dossier archive de la commune

**Présent
pour
l'avenir**

Depuis le 1er janvier 2009, le DREAL de l'Isère est rattaché au DREAL de la région Rhône-Alpes.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
CAS PARTICULIER.....	3
1^{ÈRE} PARTIE - ÉTABLISSEMENTS, ACTIVITÉS, INFRASTRUCTURES À L'ORIGINE DE CONTRAINTES À PRENDRE EN COMPTE EN MATIÈRE D'URBANISME	4
Installations classées	4
Sites et Sols pollués	4
Canalisations de transport	5
2^{ÈME} PARTIE - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE.....	6
Installations classées	6
Sites et Sols pollués	6
Canalisations de transport	6
Canalisations d'hydrocarbures et de produits chimiques	6
3^{ÈME} PARTIE - ORIENTATIONS RELATIVES À L'AFFECTATION DES SOLS.....	8
Risques technologiques autour des installations classées et des stockages souterrains	8
Canalisations de transport	9
ANNEXE 1 : FICHES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS, OUVRAGES, INFRASTRUCTURES.....	10
Annexe 1.1 : Fiche PAC relative à la CCIAG La Poterne	10
Annexe 1.2 : Fiche relative aux canalisations de transport d'hydrocarbures raffinés (SPMR).	15
ANNEXE 2 : FONDEMENTS RÉGLEMENTAIRES.....	18
Annexe 2.1 : La maîtrise de l'urbanisation autour des installations industrielles	18
I - Prévention des risques technologiques	18
II – Connaissance des risques	18
III - Maîtrise de l'urbanisation	20
Le partage des rôles et des responsabilités	21
Objectifs	21
Définition des zones et règlements correspondants	22
Annexe 2.2 : Sites et sols pollués	22
Annexe 2.3 : Canalisations de transport.....	24

Introduction

Le présent rapport est établi dans le cadre des procédures prévues par le Code de l'Urbanisme destinées à porter à la connaissance des communes les éléments à prendre en compte dans les règlements régissant l'occupation foncière de leurs territoires.

Il constitue la synthèse des contributions dues à ce titre par la DRIRE Rhône-Alpes pour les domaines réglementaires relevant de son ressort, à l'exception des réglementations relatives aux ouvrages de production et de transport d'électricité¹, en particulier :

- le Code de l'Environnement et ses textes d'application concernant tout particulièrement les établissements² présentant des risques technologiques, les installations de stockages de déchets et les sites caractérisés par une pollution des sols suspectée ou établie ;
- le Code Minier et ses textes d'application relatifs aux mines et aux stockages souterrains ;
- les lois et règlements propres à certaines catégories d'établissements, d'installations ou d'infrastructures, en particulier : certaines canalisations de transports de matières dangereuses (hydrocarbures, produits chimiques, gaz combustibles).

Il est établi au regard des informations techniques produites par les exploitants dans le cadre d'études imposées par la réglementation (études des dangers, études de sécurité, études relatives à la pollution des sols...), après évaluation par l'inspection, ou en application de textes et instructions issus des administrations centrales de tutelle, du moins dans les domaines dans lesquels il en existe.

La nature des documents de référence est mentionnée chaque fois que cela a semblé utile à une bonne compréhension de la problématique exposée.

Il est articulé en trois parties.

La **première partie** récapitule la liste des activités, établissements, infrastructures dont il est justifié de tenir compte. Elle renvoie à **une première annexe** constituée de fiches détaillées selon les catégories précitées. Ainsi et à titre d'illustration, chaque établissement à risque fait l'objet d'une fiche précisant, la nature des activités sources de risques, les phénomènes dangereux retenus pour le dimensionnement des zones à prendre en compte, la cartographie de ces zones.

La **deuxième partie** traite du cas particulier des servitudes d'utilité publique (SUP) ou assimilées qu'il y a lieu, le cas échéant, de prendre en compte.

La **troisième partie** fournit enfin des orientations ou édicte des obligations en matière d'occupation foncière acceptable dans les zones précédemment définies.

Les textes de référence et les fondements de la démarche sont reportés en **annexe 2** par catégories de problématiques (risques technologiques, canalisations, carrières...).

Cas Particulier

La commune de Saint Martin d'Hères n'est concernée que par :

- ◆ Un établissement présentant des risques technologiques se situant sur la commune de Grenoble et qui l'impacte,
- ◆ quatre installations classées répertoriées au titre des sites et sols pollués,
- ◆ une canalisation de transport de matières dangereuses.

² Certains établissements réglementés au titre du code de l'environnement relèvent de la compétence de la DDSV, il convient d'interroger ce service pour connaître les contraintes qui leur sont associées.

1^{ère} partie - établissements, activités, infrastructures à l'origine de contraintes à prendre en compte en matière d'urbanisme

Les détails relatifs à chaque item listé sont reportés dans des fiches en annexe 1.

Installations classées

Un établissement tel que défini en annexe 2.1 du présent rapport et devant faire l'objet d'une action de maîtrise de l'urbanisation se situe sur la commune de Grenoble et impacte la commune de Saint Martin d'Hères. Il s'agit de :

- CCIAG – Chaufferie de la Poterne à Grenoble.

Cet établissement fait l'objet d'une fiche reportée en annexe 1.1 du présent rapport décrivant de façon plus détaillée la nature des risques dont il peut être la source, sa situation administrative notamment en matière d'études des dangers, les phénomènes dangereux retenus pour définir les périmètres de dangers à considérer, la cartographie des zones correspondantes.

Sites et Sols pollués

Pour les installations classées susceptibles de présenter une pollution des sols ou des eaux souterraines, la base de données "BASOL" recense l'ensemble des sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action de l'administration.

Cette base de données, comportant la description du site et détaillant pour chaque site les actions engagées par l'État, est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <http://basol.environnement.gouv.fr>

La commune de Saint Martin d'Hères est concernée par les sites suivants :

- DPG (Dépôt Pétrolier du Grésivaudan)
- ESSO

Par ailleurs, un inventaire régional historique des anciens sites industriels a été conduit et diffusé notamment aux collectivités locales en 1999. Pour leur grande majorité, ces sites n'ont pas encore conduit à une action de la part de l'administration.

Les sites ainsi recensés font l'objet de fiches consultables sur internet à l'adresse suivante : <http://basias.brgm.fr>

La commune de Saint Martin d'Hères est concernée par les sites suivants :

- Dépôt ELF
- CGE (Compagnie Générale d'Electricité) – Ateliers Arnould Fae

Il convient d'être prudent concernant le réaménagement des terrains concernés qui ont pu accueillir des activités potentiellement polluantes. En fonction de l'état résiduel des terrains et travaux de réhabilitation effectués, l'aménagement de ces sites peut être soumis à des restrictions d'usage.

La démarche sites et sols pollués est décrite en annexe 2.1.

Canalisations de transport

La commune de Saint Martin d'Hères est traversée par une canalisation de transport de matières dangereuses :

- la canalisation de transport d'hydrocarbures liquides de diamètre nominal (DN) 324 mm exploitée par la *Société du Pipeline Méditerranée-Rhône*, [déclarée d'utilité publique par décret du 29/02/1968].

La canalisation précitée fait l'objet d'une fiche figurant en annexe 1.2 recensant les types de contraintes résultant de la présence d'un tel ouvrage sur le territoire de la commune. *Si la fiche comporte un tableau, les caractéristiques du ou des ouvrages concernés par le PAC sont encadrées ou pointées.*

Pour des renseignements plus détaillés se rapportant à cette canalisation (tracé, servitudes, et éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place), il convient de prendre contact avec le transporteur indiqué sur la fiche en annexe. Les principales contraintes sont indiquées en annexe 2.3.

2^{ème} partie - servitudes d'utilité publique

Installations classées

Sans objet.

Sites et Sols pollués

A ce jour, aucune servitude particulière n'est établie.

Canalisations de transport

La connaissance détaillée des servitudes résultant de l'existence des canalisations de transport de matières dangereuses sur le territoire de la commune doit être sollicitée auprès du transporteur pour chacune des canalisations indiquées dans les fiches en annexe 1.2.

D'une manière générale et synthétique, il convient toutefois de noter que la nature et l'étendue des servitudes respectent généralement les dispositions suivantes :

Canalisations d'hydrocarbures et de produits chimiques

En l'absence de convention amiable entre le transporteur et les propriétaires, les servitudes résultant de la déclaration d'utilité publique (DUP) ou de la déclaration d'intérêt générale (DIG) nécessitées par les pipelines d'hydrocarbures et les canalisations de produits chimiques ont le caractère de « servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ».

Ces servitudes résultent des dispositions de l'article 11 de la Loi de finance pour 1958 du 29 mars 1958 et des articles 15 et 16 du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article précité de la Loi, en ce qui concerne les canalisations d'intérêt général destinées au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression ainsi que des dispositions des articles 2 et 3 de la Loi n° 65-498 du 29 juin 1965 et de l'article 17 du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965, en ce qui concerne les canalisations de transport de produits chimiques.

A l'intérieur d'une bande de terrain de 5 mètres dite servitude forte, sont interdites les constructions durables, les façons culturales à plus de 60 centimètres de profondeur ainsi que tout acte de nature à nuire à l'ouvrage, et notamment toute plantation d'arbres et d'arbustes. En outre, les arbres et arbustes existants doivent y être essartés.

Dans une bande plus large de 20 mètres au maximum incluant la bande de 5 mètres précitée, est établie une servitude de passage nécessaire pour la surveillance et éventuellement la réparation de la conduite. En zone forestière, l'interdiction de plantation d'arbres et d'arbustes et l'obligation d'essartage sont étendues à cette bande large.

SERVITUDES

CANALISATION D'HYDROCARBURE SPMR (PRODUITS FINIS)

Bande de servitude forte non aedificandi et non plantandi : 5 m (article 11 de la Loi de finance pour 1958 du 29 mars 1958 et articles 15 du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article précité de cette Loi)

Bande de terrain de 15 m de large pour les servitudes de passage (article 15 3° du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et article 2 du décret du 29 février 1968 déclarant d'utilité publique les travaux à exécuter en vue de la construction et de l'exploitation d'un réseau de conduites d'intérêt général destinées au transport d'hydrocarbures liquides entre la méditerranée et la région Rhône -Alpes ...)

Bande de terrain de 15 m de large non plantandi dans les zones forestières (article 16 du décret n° 59-645 du 16 mai 1959).

3^{ème} partie - orientations relatives à l'affectation des sols

Risques technologiques autour des installations classées et des stockages souterrains

1 - Prise en compte des risques technologiques - Cas général

La circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance "risques technologiques" et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, et notamment son annexe 1 précisent les orientations suivantes.

1.1 Cas des installations soumises à autorisation hors d'un établissement soumis à autorisation avec servitude

Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est A, B, C ou D, il convient de formuler les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs (SELS), à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;
- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux (SEL) à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;
- dans les zones exposées à des effets irréversibles (SEI), l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;
- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets indirects (SEInd). Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est E, il convient de formuler les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence) ;
- dans les zones exposées à des effets létaux, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possible. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets létaux. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;
- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets irréversibles ou indirects. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions permettant de réduire la vulnérabilité des projets dans les zones d'effet de surpression.

Nota :

Les zones Z1 et Z2, couramment utilisées dans les études de dangers remises avant la mise en application des nouveaux textes introduits par la loi du 30 juillet 2003, correspondent dans le cas général, respectivement aux premiers effets létaux (SEL) et aux effets irréversibles (SEI).

2 – Prise en compte des risques technologiques – cas particuliers

2.1 Rappel des règles applicables autour des entrepôts soumis à l'arrêté ministériel du 05 août 2002

Dans la zone correspondant aux effets létaux en cas d'incendie : sont interdits les nouveaux locaux habités ou occupés par des tiers à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et les nouvelles voies extérieures autres que celles desservant l'entrepôt.

Dans la zones correspondant aux effets significatifs en cas d'incendie (effets thermiques ou effets toxiques des fumées) : sont interdits les nouveaux établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, les nouvelles voies ferrées ouvertes au transport de voyageurs, les voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserves d'incendie, les nouvelles voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt.

Canalisations de transport

Les caractéristiques techniques des ouvrages répondent aux conditions et exigences définies par une réglementation technique garantissant ainsi leur sûreté intrinsèque.

En outre, les canalisations de transport constituent le moyen le plus sûr pour transporter de grandes quantités de gaz combustibles, hydrocarbures et produits chimiques.

Cependant, le risque nul n'existant pas, il convient de se reporter à la (aux) fiche(s) jointe(s) en annexe 1 pour connaître les largeurs des zones de dangers, les moyens de réduire ces zones, ainsi que les dispositions à suivre à l'intérieur de celles-ci, en matière de maîtrise d'urbanisation, et d'information du transporteur.

Vu, adopté et transmis
Grenoble, le 20 novembre 2009.
pour le directeur et par délégation,
le chef de la cellule risques accidentels



Christian SALENBIER

le technicien supérieur principal
de l'industrie et des mines



Jean MAZZONI

Annexe 1 : Fiches relatives aux établissements, ouvrages, infrastructures

Annexe 1.1 : Fiche PAC relative à la CCIAG La Poterne

Etablissement : **CCIAG La Poterne**

Activité : chaufferie urbaine

N° GIDIC : 61.2957

Dernière date de mise à jour de la fiche : 12/07/2007

Groupe de subdivisions : Isère

Subdivision : T4

Volet 1 : Etudes des dangers

Numéro d'ordre	Objet de l'étude (établissement, unité particulière...)	Date de l'étude si elle a déjà été remise ou échéance dans le cas contraire	Le cas échéant, date de la tierce expertise (réalisée ou attendue)	Le cas échéant, date du dernier rapport d'évaluation au préfet
1	Mise en conformité par rapport à l'instruction technique de 1989 (stockage de fioul lourd)	22/06/07		

Volet 2 : Action conduite par la DRIRE en matière de maîtrise de l'urbanisme
néant

Volet 3 : Liste des phénomènes dangereux, zones d'effets associées et éléments d'approche probabiliste

Installation source	Numéro d'ordre de l'EDD	Phénomène dangereux	Type d'effet (thermique, toxique, surpression)	Z1	Z2	Z3	Z2i
2 stockages de fioul lourd de 1020 m³ chacun	1 (calcul selon formule GTDLI de mai 2006)	Feu de cuvette	Thermique	35 25 20	40 35 25		
	Calcul inspection des installations classées selon formule IT 09/11/89	Feu de cuvette	Thermique	40	53		
	1 (calcul selon formule GTDLI de mai 2006)	Explosion du ciel gazeux d'un bac	Surpression	25	53		106
	Calcul inspection des installations classées selon formule IT 09/11/89	Explosion du ciel gazeux d'un bac	Surpression	39	85		170
	1	Boil Over	Thermique			Z1= 276 Z2= 388	

Z1 : zone des effets létaux

Z2 : zone des effets irréversibles

Z3 : zone des effets boil over

Z2i : zone des effets bris de vitres

Volet 4 : Liste des phénomènes dangereux à retenir pour la maîtrise de l'urbanisation, validée par le chef du service régional de l'environnement industriel

Pour les scénarios « feu de cuvette » et « explosion du ciel gazeux », l'exploitant a retenu les formules proposées par le GTDLI de mai 2006. En toute rigueur, ces formules ne sont pas applicables aux liquides inflammables de catégorie D pour lesquels les formules de l'instruction technique de 9/11/1989 restent applicables (cf courrier de la

Installation source	Numéro d'ordre de l'EDD	Phénomène dangereux	Type d'effet (thermique, toxique, surpression)	Z1	Z2	Z3	Z2i
2 stockages de fioul lourd de 1020 m³ chacun	1	Feu de cuvette	Thermique	40	55		
		Explosion du ciel gazeux d'un bac	surpression	40	85		170
		Boil Over	Thermique			Z2=390	

Z1 : zone des effets létaux

Z2 : zone des effets irréversibles

Z3 : zone des effets boil over

Z2i : zone des effets bris de vitres

Volet 5 : cartographie des zones nécessaires à la maîtrise de l'urbanisation

Annexe 1 : zones Z1 et Z2 utiles au processus d'élaboration du PAC

Annexe 2 : zone d'effet Z3 (boil over) utile au processus d'élaboration du PAC

Volet 6 : Information complémentaire relative aux zones d'effets indirects sur l'homme par bris de vitre

Une large information doit être conduite dans les zones susceptibles d'être concernées par des zones d'effets indirects sur l'homme par bris de vitre en cas d'explosion, sans pour autant que ces zones fassent l'objet de prescriptions d'urbanisme particulières (zones d'effet de surpression comprise entre 50 mbar et 20 mbar).

Annexe 3 : zone d'effet Z2i (surpression) utile au processus d'élaboration du PAC



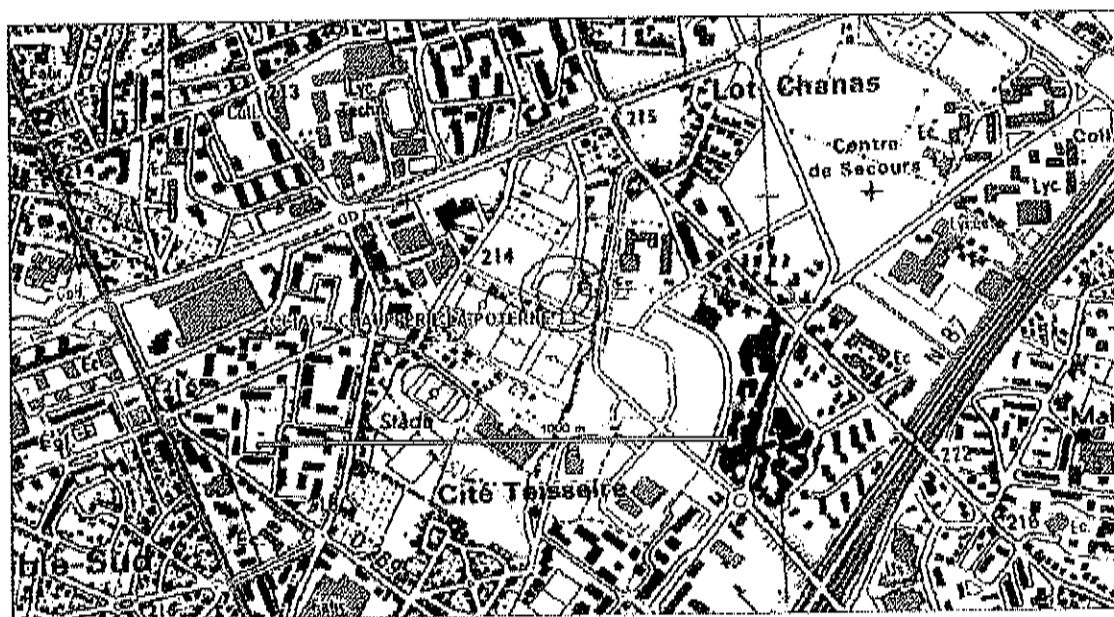
DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
RHÔNE-ALPES

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE L'ISÈRE
44 avenue Marcelin Berthelot
38030 GRENOBLE CEDEX 02
04 78 69 34 34

Annexe 1

CCIAG - Chaufferie de la Poterne Grenoble (Isère)

Zones Z1 et Z2 utiles au processus d'élaboration du PAC.



Données Cartographiques

Système de projection Lambert II étendu
Sources de dangers repérées sur BDOrtho
Fond de carte SCAN25
© IGN - PARIS 2003 -

Etabli d'après le document PAC du 12/07/2007

Date de Création : 13/07/2007
Auteur : JMa

Dernière modification :
Auteur :

Fichier : B1_2957_Poterne_Z1Z2_070713.wor



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
RHÔNE-ALPES

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE L'ISÈRE
44 avenue Marcelin Berthelot
38030 GRENOBLE CEDEX 02
04 76 68 34 34

Annexe 2

CCIAG - Chaufferie de la Poterne Grenoble (Isère)

Zone d'effet Z3 (Boil Over) utile au processus d'élaboration du PAC.



Données Cartographiques

Système de projection Lambert II étendu
Sources de dangers repérées sur BDOrtho
Fond de carte SCAN25
© IGN - PARIS 2003.

Établi d'après le document PAC du 12/07/2007

Date de Création : 13/07/2007
Auteur : JMa

Dernière modification :
Auteur :

Fichier : 61_2957_Poterne_Z3_070713.vor



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
RHÔNE-ALPES

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE L'ISÈRE
44 avenue Marcelin Berthelot
38030 GRENOBLE CEDEX 02
04 76 69 34 34

Annexe 2

CCIAG - Chaufferie de la Poterne Grenoble (Isère)

Zone Z2i (suppression) utile au processus d'élaboration du PAC.



Données Cartographiques

Système de projection Lambert II étendu
Sources de dangers repérées sur EDOortho
Fond de carte SCAN25
© IGN - PARIS 2003 -

Etabli d'après le document PAC du 12/07/2007

Date de Création : 13/07/2007
Auteur : JMa

Dernière modification :
Auteur :

Fichier : 61_2057_Poterne_Z2i_070713.wor

Annexe 1.2 : Fiche relative aux canalisations de transport d'hydrocarbures raffinés (SPMR).



PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE

1) CONTEXTE

Les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'un réseau de conduites d'intérêt général destinées au transport d'hydrocarbures liquides entre la Méditerranée et la région Rhône-Alpes (constitué des branches B1, B3, C2, B5 et ASY) ont été autorisés par décret du 8 mai 1967 et ont été déclarés d'utilité publique par décret du 29 février 1968.

Les zones auxquelles s'appliquent les servitudes attachées à la construction et à l'exploitation de ces conduites ont été définies par décrets du 16 mai 1959 et du 29 février 1968 pris en application de l'article 11 de la loi de finances de 1958.

Pour connaître le tracé des ouvrages, les servitudes qui s'y rattachent et les éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place, il est nécessaire de prendre l'attache du transporteur :

Société DU PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE
(Direction de l'Exploitation - 38200 VILLETTE DE VIENNE
TEL. : 04.74.31.42.00)

2) RISQUES

Les caractéristiques techniques des ouvrages répondent aux conditions et exigences définies par un règlement de sécurité, garantissant ainsi leur sûreté intrinsèque.

Les conditions opératoires d'exploitation, de surveillance et de maintenance mises en œuvre par le transporteur visent à prévenir les risques inhérents à de tels ouvrages et le développement d'une communication appropriée auprès des riverains est de nature à les réduire.

Le retour d'expérience de l'exploitation et les accidents survenus sur des canalisations de transport montrent cependant que de tels ouvrages peuvent présenter des dangers pour le voisinage. Les deux scénarios envisagés sont :

- » perte de confinement de la canalisation au travers d'une fissure ou d'une corrosion sur un tube. Ce scénario constitue la référence lorsque la canalisation est protégée (c'est-à-dire lorsqu'il existe une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure ou toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu). En effet, au-delà des obligations réglementaires rappelées précédemment, et dans le but de réduire les risques présentés par la canalisation, il est possible de mettre en œuvre une telle protection si elle n'existe pas. L'événement redouté conduit alors à des effets irréversibles, des premiers effets létaux et des effets létaux significatifs limités à des zones situées de part et d'autre de la canalisation figurant respectivement dans les colonnes IRE PC, PEL PC et ELS PC du tableau ci-après. Le coût de cette protection est généralement modéré quand il est ramené à celui d'un projet d'aménagement ou de construction ne nécessitant pas le changement des tubes constitutifs de la canalisation.
- » perte de confinement de la canalisation avec brèche de 70 mm de diamètre suite à une agression externe. Il s'agit du scénario de référence lorsque la canalisation n'est pas protégée et n'est pas susceptible d'être affectée de mouvements de terrain. Les conséquences de ce scénario s'étendraient jusqu'à plusieurs centaines de mètres de part et d'autre de la canalisation pour les effets irréversibles ainsi que pour les premiers effets létaux, et les effets létaux significatifs. Les distances à considérer sont reprises dans les colonnes IRE, PEL et ELS du tableau ci-après.

Ces deux scénarios s'appuient sur le fait que la rupture d'une telle conduite peut provoquer des effets destructeurs dans le cas de l'explosion d'un nuage gazeux dérivant, et des brûlures graves dans le cas d'une fuite enflammée. Les distances évoquées ci-dessus résultent d'une note de modélisation réalisée en février 2007 par le transporteur sur la base des seuils définis dans la circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses. Elles sont susceptibles d'ajustement dans le cadre de la réalisation de la prochaine étude de sécurité, notamment au niveau des points singuliers localisés tels que les tronçons et installations aériens, les zones assujetties à mouvements de terrain, ...

3) DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION

Le risque correspondant aux événements évoqués précédemment, représenté par le couple probabilité / conséquences, est a priori particulièrement faible.

Cependant, le risque nul n'existant pas, il apparaît nécessaire d'inciter les maires à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (significatifs, graves et très graves). A cet effet, ils détermineront, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme.

En particulier, si les maires envisagent de permettre réglementairement la réalisation de projets dans les zones de dangers pour la vie humaine, ils devront prendre a minima les dispositions suivantes :

- dans la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles (cf. colonne IRE du tableau ci-après) : informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'éventuel impact de ces projets sur sa canalisation ;
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (cf. colonne PEL ou PEL PC ^(*) du tableau ci-après) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie ;
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (cf. colonne ELS ou ELS PC ^(*) du tableau ci-après) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

Le tableau ci-après définit en fonction du tronçon concerné :

- » la zone correspondant aux effets irréversibles (IRE),
- » la zone correspondant aux premiers effets létaux (PEL),
- » la zone correspondant aux effets létaux significatifs (ELS),
- » la zone correspondant aux effets irréversibles après mise en place d'une protection complémentaire (*) de la canalisation (IRE PC),
- » la zone correspondant aux premiers effets létaux après mise en place d'une protection complémentaire (*) de la canalisation (PEL PC),
- » la zone correspondant aux effets létaux significatifs après mise en place d'une protection complémentaire (*) de la canalisation (ELS PC),

(*) La mise en place d'une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure, ou de toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu, permet de réduire les zones de dangers.

DISTANCE EN METRES A PRENDRE EN COMPTE DE PART ET D'AUTRE DE L'AXE DE LA CANALISATION

Branche	Type d'environnement	IRE (Zone des dangers significatifs)	PEL (Zone des dangers graves)	ELS (Zone des dangers très graves)	Après mise en place d'une protection complémentaire		
					IRE PC (Zone des dangers significatifs)	PEL PC (Zone des dangers graves)	ELS PC (Zone des dangers très graves)
B3	Implantation en zone rurale Cas général	250	200	165	55	45	40
	Implantation en zone rurale Cas particulier (forêt, vallée encaissée)	250	200	165	75	45	40
	Implantation en zone urbaine	250	200	165	60	45	40
ASy	Implantation en zone rurale Cas général	230	180	145	45	40	35
	Implantation en zone rurale Cas particulier (forêt, vallée encaissée)	230	180	145	55	40	35
	Implantation en zone urbaine	230	180	145	45	40	35
C2 / B5	Implantation en zone rurale Cas général	250	200	160	50	40	40
	Implantation en zone rurale Cas particulier (forêt, vallée encaissée)	250	200	160	65	40	40
	Implantation en zone urbaine	250	200	160	50	40	40
B1	Implantation en zone rurale Cas général	320	310	210	60	50	45
	Implantation en zone rurale Cas particulier (forêt, vallée encaissée)	390	310	210	85	50	45
	Implantation en zone urbaine	300	240	210	75	50	45

IRE distance correspondant aux effets irréversibles, de part et d'autre de l'axe de la canalisation

PEL distance correspondant aux premiers effets létaux, de part et d'autre de l'axe de la canalisation

ELS distance correspondant aux effets létaux significatifs, de part et d'autre de l'axe de la canalisation

IRE distance correspondant aux effets irréversibles, de part et d'autre de l'axe de la canalisation, après mise en place d'une protection complémentaire

PEL distance correspondant aux premiers effets létaux, de part et d'autre de l'axe de la canalisation, après mise en place d'une protection complémentaire

ELS distance correspondant aux effets létaux significatifs, de part et d'autre de l'axe de la canalisation, après mise en place d'une protection complémentaire

Nota : leurs IRE PC, PEL PC, et ELS PC peuvent être ramenées respectivement à 20 m, 15 m et 10 m lorsque la population susceptible d'être exposée en cas de fuite a la possibilité d'évacuer le secteur sans é.

201603/12
55 08 2

Annexe 2 : Fondements réglementaires

Annexe 2.1 : La maîtrise de l'urbanisation autour des installations industrielles

Références :

- ✓ Code de l'urbanisme
- ✓ Code de l'environnement
- ✓ Circulaire ministérielle du 4 mai 2007

I - Prévention des risques technologiques

La maîtrise de l'urbanisation est l'un des volets du dispositif global de prévention des risques technologiques qui s'articule pour notamment les établissements AS (autorisation avec servitude) autour de quatre axes principaux :

- ♦ La prévention, par la mise en œuvre des techniques visant à réduire le risque à la source et à améliorer la sécurité des installations.
- ♦ L'organisation des secours internes et externes par la mise en place systématique des Plans de Secours appropriés, Plan d'Opération Interne ou Plan Particulier d'Intervention.
- ♦ L'information des populations sur la nature des risques auxquels elles se trouvent exposées et sur les mesures à adopter en cas d'accident.
- ♦ La maîtrise d'urbanisation autour des sites afin de limiter l'exposition des tiers aux risques technologiques.

Pour les installations présentant des risques technologiques, les périmètres d'isolement qu'il serait souhaitable d'imposer résultent d'un examen combiné :

- de l'analyse de l'étude des dangers établie sous la responsabilité de l'exploitant ;
- de la réglementation spécifique à certaines activités.

Cet examen conduit en général à définir des phénomènes dangereux caractérisés par des effets de différents types (thermiques, toxiques ou de surpression) et de différentes intensités auxquels sont associées des zones.

II – Connaissance des risques

La connaissance des risques et leur réduction, aussi bien pour ce qui concerne leur nature que l'extension géographique des zones où ils peuvent se manifester, constitue un préalable nécessaire à toute démarche de maîtrise de l'urbanisation autour d'installations dangereuses.

Il faut d'abord souligner que, par nature, les phénomènes à décrire et si possible à quantifier, constituent un domaine où les marges d'appréciation sont obligatoirement importantes car :

- malgré des progrès continus, les méthodes d'évaluation disponibles sont encore entachées de marges d'incertitudes ;
- certaines données essentielles à la description des risques comportent en elles-mêmes un large domaine d'incertitude (en particulier dans le domaine de la toxicologie).

Ce "contexte d'incertitude" lié aux risques technologiques doit être conservé en mémoire et interdire toute position trop tranchée, mais il ne peut pas pour autant justifier l'inaction.

Elle justifie en particulier de démarrer la démarche d'évaluation sur une **approche initiale** consistant à rechercher, pour une installation donnée, les divers types d'accidents pouvant se produire et à retenir, découleraient, les scénarios d'accidents qui permet de décrire, de la façon la plus complète

Ce volet de la démarche postule en fait que, hormis les cas de suppression des produits dangereux, l'accident aux conséquences les plus graves reste possible et doit, en dépit d'une probabilité faible, être évalué en terme de gravité des conséquences. L'expérience des accidents passés a montré que cette approche, bien que maximaliste, n'en était pas pour autant irréaliste.

L'approche probabiliste qui prend en compte certains dispositifs permettant de réduire la probabilité ou les gravités des conséquences des accidents, est une démarche complémentaire, nécessaire au terme de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement.

Elle permet, à l'intérieur de l'enveloppe du phénomène dangereux maximal, d'affiner la description des phénomènes envisageables.

Malgré les difficultés méthodologiques qu'elle présente, elle permet de mieux décrire la diversité des accidents envisageables et dans une certaine mesure de les hiérarchiser en terme de probabilité d'occurrence et de gravité des conséquences.

Il est indispensable que les décisions publiques relatives au dimensionnement des plans de secours, à l'information du public et en matière d'urbanisme soient fondées sur une juste appréciation de ces deux dimensions du risque industriel (gravité, probabilité). Des considérations relatives à la cinétique des accidents possibles doivent par ailleurs être prises en compte.

Pour les installations industrielles fixes, c'est au travers des études des dangers prévues par la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et réalisées par les exploitants, que l'État a connaissance de la nature et de l'importance des risques technologiques.

L'étude des dangers est un outil essentiel de la politique de prévention des risques industriels. Elle doit, en particulier, décrire et démontrer l'efficacité des diverses mesures prises pour réduire la probabilité et les effets des accidents et doit décrire l'ensemble des conséquences des accidents susceptibles de se produire, y compris les accidents les plus graves.

Dans tous les cas, la bonne information des élus suppose la description des accidents même les plus graves. **Les risques technologiques majeurs sont des événements par nature de très faible probabilité mais ayant des conséquences catastrophiques.** Refuser de les prendre en considération sous prétexte qu'ils ont une probabilité infime de survenir, ou parce qu'ils ont moins de chance de toucher un individu qu'un banal accident de circulation revient à nier purement et simplement la nécessité, pourtant affichée légalement, de prendre en compte le risque technologique majeur.

Récemment, et pour tenir compte des réflexions conduites à la suite de la catastrophe de Toulouse, le Ministère a invité l'inspection à une plus grande prise en compte de l'approche probabiliste fondée sur la notion de « mesures de maîtrise des risques » (MMR) .

Les principales orientations qu'il est demandé de mettre en œuvre sont résumées ci-dessous :

- Pour chaque type d'installation, des mesures de sécurité actives et passives, proportionnées aux risques doivent être proposées par les exploitants, en se basant notamment sur l'accidentologie et sur la comparaison avec d'autres sites.
- Le nombre et la fiabilité de ces mesures doivent être justifiés, par une analyse de risques, permettant de réduire la probabilité et la gravité potentielle de chaque accident étudié selon un processus itératif impliquant exploitant, ingénieries, organismes de contre expertise puis l'inspection des installations classées. Il revient à l'inspection au terme du processus d'identification des mesures de définir, sur la base de l'évaluation du risque résiduel, les phénomènes dangereux à utiliser de manière différenciée selon les usages administratifs auxquels ils sont destinés.
- Un phénomène dangereux « raisonnablement probable », tenant compte du fonctionnement normal ou dégradé des mesures de sécurité, servira à définir la maîtrise de l'urbanisation.
- Des phénomènes dangereux plus improbables obtenus en considérant que plusieurs mesures de sécurité ne fonctionnent pas sont utilisés pour dimensionner la zone et les dispositions des plans de secours.

graves sera complétée par l'analyse d'événements moins catastrophiques en prenant comme hypothèse

la présence de certaines mesures préventives (conception, détections...) ou correctives (vannes d'isolement, dispositifs de confinement...) jugées disponibles en cas d'accident.

III - Maîtrise de l'urbanisation

Les principaux outils réglementaires relatifs à la maîtrise de l'urbanisation autour des installations présentant des risques technologiques résultent du Livre V du code de l'Environnement, et plus particulièrement de ses articles L.512-1, L.512-8 et L.515-8 à L.515-12, ainsi que le code de l'urbanisme qui impose aux pouvoirs publics la prise en compte des risques technologiques dans les documents d'urbanisme.

Le code de l'urbanisme précise notamment (articles L.121-2 et R121-1) que le Préfet fournit les études techniques dont dispose l'État en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement lors des procédures d'élaboration et de révision des PLU.

En l'absence de révision de document d'urbanisme, la circulaire du 4 mai 2007 relative au Porter à connaissance "risques technologiques" et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées précise les dispositions applicables pour les installations classées pour la protection de l'environnement. Cette circulaire vise en particulier les nouvelles installations classées soumises à autorisation, les extensions des installations existantes soumises à autorisation, ainsi que ponctuellement, certaines installations existantes dont la mise à jour d'une étude de dangers est pertinente au regard de la situation de l'installation.

Au terme de ces textes, sont donc concernés les établissements et activités pour lesquels il est jugé pertinent d'informer les élus en matière de risques technologiques ou de protection contre les nuisances.

Ces établissements sont notamment :

- ✓ des établissements soumis au régime de l'Autorisation avec Servitudes (AS) au titre de la nomenclature des installations classées ;
- ✓ des installations soumises à autorisation pour lesquelles des zones d'éloignement réglementaires existent. Pour mémoire sont concernés les silos, entrepôts, stockages de peroxydes, stockages d'engrais soumis à autorisation ;
- ✓ des installations dont l'autorisation a été subordonnée, en raison du risque accidentel, notamment à l'éloignement de construction ou voies de communication (art L.512-1 du code de l'environnement) ;
- ✓ en cohérence avec la directive, les établissements "Seveso 2" soumis à l'arrêté du 10 mai 2000 "seuil bas" ;
- ✓ par continuité avec les informations communiquées par le passé, un nombre limité d'établissements bénéficiant déjà d'une maîtrise de l'urbanisme ;
- ✓ les installations de réfrigération utilisant de l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation ;
- ✓ les installations de stockage de déchets soumises à autorisation faisant l'objet de règles d'isolement du fait de leurs nuisances ;
- ✓ Certaines installations classées présentant une pollution des sols ou des eaux souterraines.

Pour les installations existantes déjà autorisées au titre des installations classées, la procédure menée sur la base des distances définies comme indiqué supra, consiste à porter par écrit à la connaissance des Maires des communes concernées la nature des risques existants, l'étendue des zones dangereuses correspondantes, ainsi que les mesures d'aménagement de l'espace qu'il serait souhaitable de voir prendre en compte dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dès lors, il est de la responsabilité des Maires d'inscrire les mesures appropriées à la prévention des risques dans leur Plan Local d'Urbanisme. A défaut, la procédure de Projet d'Intérêt Général (PIG), sur l'initiative du Préfet, doit être mise en œuvre afin de délimiter les périmètres de protection indispensables.

En l'absence de PLU, l'article L.421-8 permet à l'État d'établir les périmètres de protection directement

Dans l'attente de l'inscription des mesures appropriées à la prévention des risques dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers, il est de la responsabilité des maires de faire usage des dispositions de l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme afin de refuser au cas par cas les nouvelles constructions exposées à un risque technologique ou de leur imposer des contraintes particulières et cela sous le contrôle de légalité du Préfet. Cette responsabilité peut être celle du préfet pour certains permis de construire particuliers pour lesquels le Code de l'Urbanisme a défini une compétence préfectorale.

Le partage des rôles et des responsabilités

La mise en œuvre d'actions concrètes de maîtrise de l'urbanisation met en jeu à la fois la responsabilité de l'État et celle des Collectivités Locales.

En effet, alors que la quasi-totalité des moyens de réglementer l'utilisation de l'espace urbain et d'organiser la circulation et la vie locale sont de la responsabilité des Collectivités Locales, la prévention des risques industriels et la connaissance de leur ampleur sont de la compétence de l'État, principalement au travers de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Dans ce contexte, il revient à l'État de prendre l'initiative d'informer les collectivités locales des éléments d'appréciation sur les risques technologiques dont il a connaissance, de façon à ce que ces dernières puissent, comme le code de l'urbanisme leur en fait l'obligation, prendre ces éléments en compte dans les documents d'urbanisme, mais aussi dans d'autres décisions de leur responsabilité (permis de construire, permis de lotir, ZAC, ouverture d'établissements recevant du public...).

Les procédures de "porter à connaissance" prévues pour l'élaboration des documents d'urbanisme doivent en particulier être mises à profit pour effectuer cette information.

Ces données de base sur la nature et l'extension des risques étant connues des élus, une large concertation devra obligatoirement s'engager sur la nature et l'importance des mesures de limitation de l'urbanisation qui peuvent être prises, que ces discussions se déroulent dans le cadre formel des procédures de P.I.G. ou dans un cadre plus informel.

Mesures à prendre en matière d'urbanisme

En préalable, il convient de souligner deux points essentiels :

- d'une part, les conséquences d'un sinistre, dans les cas les plus fréquents, diminuent progressivement avec l'augmentation de la distance par rapport au lieu de l'accident. **Les limites des zones d'isolement qui seront définies ne constituent donc pas une ligne stricte en deçà de laquelle le risque est maximum et où rien ne serait autorisé et au-delà de laquelle le risque est nul et où tout serait permis.**
- d'autre part, les mesures de limitation de l'urbanisation ne constituent pas une protection absolue, mais sont des mesures conservatoires permettant de limiter les conséquences d'un éventuel sinistre.

L'approche pragmatique du problème doit être privilégiée sur la base d'un recensement des zones géographiques pour lesquelles une action est encore possible, ou le sera à moyen terme compte tenu des perspectives d'évolution envisagées par la Collectivité. De la même façon, **la priorité doit bien sûr être accordée aux zones les plus proches des sources de risques.**

Objectifs

Les critères à prendre en considération pour étudier l'urbanisation dans les zones de risques peuvent être les suivants :

- Création de zones non constructibles dans les secteurs encore libres à proximité
- Diminution générale du coefficient d'occupation des sols, et des zones industrielles

- Impossibilité de construire des immeubles de grande hauteur ;
- Interdiction de créer des établissements recevant du public ;
- Limitation des activités économiques entraînant une augmentation de la densité de la main-d'œuvre ;
- Absence de certains équipements collectifs (établissements scolaires, hôpitaux, casernes de sapeurs-pompiers, gendarmeries...) ;
- Absence de points de rassemblement ou d'équipements incitant au rassemblement de personnes (marchés...) ;
- Conception des bâtiments à usage d'habitation ou à usage industriel prenant en compte le risque d'atmosphère toxique (structures de confinement) ;
- Conception des bâtiments à usage d'habitation ou à usage industriel prenant en compte le risque d'effet de surpression ;
- Réalisation d'une voirie de desserte permettant l'intervention des secours et l'évacuation éventuelle dans de bonnes conditions (éviter les impasses) ;
- Régulation du trafic sur les axes routiers situés à proximité, de façon à éviter les embouteillages dans les zones de dangers et dans les zones d'accès aux secteurs géographiques concernés.

Définition des zones et règlements correspondants

En matière de risques technologiques, la circulaire du 4 mai 2007 précise les préconisations en matière d'urbanisme en fonction du type d'établissement (établissement soumis à autorisation avec servitudes ou non), des zones d'effet des phénomènes dangereux et de leur probabilité. Ces préconisations sont éventuellement complétées par des dispositions spécifiques prévues par des textes réglementaires relatifs à certaines catégories d'installations.

Annexe 2.2 : Sites et sols pollués

La nouvelle démarche de gestion mise en place par les circulaires du 8 février 2007 s'appuie sur deux outils, le plan de gestion « sur site » et « hors site » et l'interprétation de l'état des milieux IEM « hors site ».

- Le plan de gestion détaille l'ensemble de la démarche de gestion permettant de rétablir la compatibilité des milieux (sur site et hors site) avec les usages. Il est réalisé sur la base d'un bilan coûts-avantages des techniques de traitement. Il est dans tous les cas imposé en cas de cessation d'activité, lorsque les terrains libérés sont susceptibles d'être affectés à un nouvel usage et/ou lorsque la démarche Interprétation de l'État des Milieux (IEM) a mis en évidence un problème sanitaire pour la population environnante hors du site.
- L'IEM est imposée en cas d'impact suspecté ou avéré hors site. La démarche d'interprétation de l'état des milieux consiste à vérifier que l'état des milieux hors du site est bien compatible avec les usages présents ou prévus.

Concernant la mise en place de restrictions d'usage et de PAC, on pourra se référer en premier lieu au **guide de mise en œuvre de servitudes** téléchargeable sur le site www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr.

La politique de la France en matière de sols pollués repose sur le principe de gestion des risques en fonction de l'usage des terrains. Ainsi, une réhabilitation est jugée acceptable dès lors qu'il est démontré, à l'aide des outils mis en place par le ministère en charge de l'écologie, que l'environnement et la santé de la population ne seront pas menacés par les pollutions résiduelles présentes dans les sols et ce, compte tenu de l'utilisation qui est faite du terrain.

Étant donné les temps de résorption naturelle des pollutions dans les sols, un terrain impacté peut adéquer l'usage des sols et l'état des milieux.

Il convient par conséquent de s'assurer que les précautions d'utilisation décidées au moment de la réhabilitation initiale, soient formalisées puis attachées durablement au terrain. C'est le rôle qui est assigné aux restrictions d'usage dont l'objet est d' :

Informier : Il est essentiel que la connaissance des risques résiduels soit accessible, en particulier à tout acquéreur potentiel des terrains.

Encadrer : La réalisation de travaux sur un site pollué peut mobiliser ou rendre accessible des pollutions laissées en place pouvant ainsi générer des risques pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site. Il peut donc être nécessaire de fixer certaines précautions préalables à toute intervention sur le site (pe caractérisation de la pollution pouvant affecter la zone des travaux, évaluation de l'exposition des travailleurs...). Ceci permet également d'imposer par exemple sur le long terme une maintenance du site afin d'en maîtriser les risques. Ce peut être le cas pour l'entretien de la végétation dont le développement non maîtrisé peut endommager un confinement.

Pérenniser : La conservation des hypothèques ou l'intégration de l'information aux documents d'urbanisme assurent la conservation et la mise en disposition de l'information sans limite de temps.

La maîtrise de l'urbanisation peut donc s'avérer nécessaire sur certains sites, par le porter à connaissance PAC, mais aussi le PIG ou la SUP.

Le porter à connaissance et le projet d'intérêt général peuvent constituer, dans certains cas, des solutions efficaces à la question des restrictions d'usage. Les situations pour lesquelles le PAC et le PIG peuvent être préférés au SUP se caractérisent par :

- Une pollution qui sort du périmètre des terrains de l'installation classée.
- La pollution n'est pas attribuable à un exploitant ou l'exploitant à l'origine de la pollution est défaillant.

Ces procédures sont souvent vécues par les collectivités locales comme une immixtion de l'État dans les politiques urbaines. Tel n'est évidemment pas le cas. Les prescriptions communiquées par le porter à connaissance ou prescrites par l'arrêté de PIG visent principalement à instaurer sur une zone donnée un ensemble de précautions d'usage permettant de prévenir les risques liés à l'utilisation du site sans pour autant interdire a priori tel ou tel usage.

Outre les PIG et SUP, les servitudes peuvent prendre la forme de :

- Restrictions d'usage conventionnelles au profit de l'État : il s'agit d'une convention de droit privé entre le propriétaire du terrain et l'État ;
- Restrictions d'usage conventionnelles instituées entre deux parties, entre les propriétaires successifs d'un terrain ou entre l'exploitant et le propriétaire du terrain.

Toutefois, ces deux types de restrictions ne sont pas reportées dans les documents d'urbanisme, c'est pourquoi, il est recommandé de les porter à la connaissance du Maire pour prise en compte par les documents d'urbanisme des restrictions d'usage pesant sur le terrain.

Le contenu des restrictions d'usages

En dépit de la multitude de cas qui peuvent nécessiter la mise en œuvre de restrictions d'usage, le contenu d'une restriction d'usage aborde, dans bon nombre de cas, les thèmes suivants :

- les usages compatibles avec les mesures de confinement ou d'atténuation naturelle,
- les mesures d'exploitation et d'entretien éventuellement nécessaires au maintien de leur pérennité,
- les mesures de gestion mises en œuvre pour garantir la compatibilité de l'usage avec l'état des sols,
- les dispositions permettant d'assurer la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

Les articles constituant la restriction d'usage

En règle générale, il revient aux services en charge de l'inspection des installations classées de valider les éléments constituant l'ensemble des règles qui seront attachées à la possession et l'utilisation du terrain.

Ces règles concernent :

- le (ou les) type(s) d'usage que les parcelles visées peuvent accueillir,
- le maintien en place et l'entretien des éventuels confinements de pollution laissés au droit du site,
- les droits de passage et d'accès aux ouvrages de surveillance des eaux souterraines,
- les restrictions sur les nouveaux usages de la nappe souterraine,
- les conditions d'interventions en matière de travaux sur le site,
- Les conditions à respecter pour permettre un nouvel usage des terrains.

Annexe 2.3 : Canalisations de transport

Références :

- ✓ Arrêté ministériel du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques
- ✓ Circulaire BSEI N° 06-254 du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques)
- ✓ Circulaire du 14 août 2007 relative au Porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses.

1. Maîtrise de l'urbanisation à proximité des canalisations de transport

Depuis la fin des années 1980, et jusqu'en 2005, l'exploitation par la DRIRE Rhône Alpes des premières études de sécurité relatives aux canalisations de transport de matières dangereuses, et de leurs mises à jour, a donné lieu à des recommandations aux communes, en matière de maîtrise d'urbanisation, dans deux types de zones de dangers associées à ces ouvrages (zone des effets significatifs correspondant aux premiers effets irréversibles, zone des effets létaux). Il s'agissait essentiellement de dispositions visant les ERP, assorties d'une demande de consultation des exploitants des canalisations (transporteur), dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme ainsi qu'à l'occasion de l'instruction des demandes de permis de construire.

La circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir par l'État, dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme, concernant les canalisations de transport de matières dangereuses, instaure de nouvelles modalités de calcul des zones de dangers et de nouvelles dispositions à l'intérieur de celles-ci.

Le porter à connaissance s'appuie désormais sur trois zones de dangers : la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (correspondant aux effets irréversibles) ; la zone des dangers graves pour la vie humaine (correspondant aux premiers effets létaux) ; la zone des dangers très graves pour la vie humaine (correspondant aux effets létaux significatifs).

Par ailleurs, la mise en œuvre d'une protection, telle qu'une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure, ou toute autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu en application de la réglementation relative aux canalisations de transport de matières dangereuses (arrêté ministériel du 4 août 2006), permet, comme précédemment

Dans l'ensemble des zones de dangers précitées, les maires sont incités à faire preuve de vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers définis ci avant (significatifs, graves, très graves). A cet effet, ils déterminent, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme.

Dans la zone des dangers significatifs, les maires doivent informer le transporteur des projets de construction le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'impact du projet sur son ouvrage, et gérer un éventuel changement de la catégorie d'emplacement de la canalisation en mettant en œuvre les dispositions compensatoires nécessaires, le cas échéant.

Dans la zone des dangers graves, il convient de proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1ère à la 3ème catégorie.

Dans la zone des dangers très graves, il convient de proscrire en outre la construction ou l'extension des établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

La circulaire du 4 août 2006 invite également à utiliser l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.

Les zones de dangers conformes aux dispositions de la circulaire du 4 août 2006 ne sont pas encore toutes connues ou validées.

Aussi, deux cas de figure peuvent se présenter :

- pour les ouvrages dont les zones de dangers calculées selon les critères de la circulaire du 4 août 2006 sont connues et validées, des fiches mentionnant les trois types de zones de dangers (zone des effets irréversibles, zone des premiers effets létaux, zone des effets létaux significatifs,) avec des dispositions de maîtrise d'urbanisation conformes à la circulaire du 4 août 2006 ;
- pour les ouvrages dont les zones de dangers calculées selon les critères de la circulaire du 4 août 2006 ne sont pas encore connues ou validées, des fiches mentionnant deux types de zones de dangers (zone des effets significatifs, zone des effets létaux). Toutefois, il faut garder à l'esprit que les zones de dangers relatives à ces ouvrages seront amenées à évoluer dans les mois à venir, ainsi que les dispositions à l'intérieur de celles-ci, afin de se conformer à celles de la circulaire du 4 août 2006. En particulier, une augmentation des zones de dangers n'est pas à exclure.

2. Catégories d'emplacement

Les canalisations de transport de matières dangereuses ont été implantées à l'origine dans le respect d'un des règlements de sécurité qui leur était applicable à l'époque, et qui prévoyait de classer les emplacements où la canalisation était implantée, en plusieurs catégories, selon la densité d'occupation du sol. Des coefficients de sécurité maximaux, dont la valeur était liée à la catégorie d'emplacement, permettaient de dimensionner la canalisation (calcul de son épaisseur) en vue de sa tenue à la pression interne.

L'arrêté du 4 août 2006, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques, modifie la définition des catégories d'emplacement, y compris pour les canalisations existantes.

En application de l'article 14 de l'arrêté du 4 août 2006 précité, lorsque l'évolution de l'environnement de la canalisation entraîne un changement de catégorie de certains emplacements de la canalisation au sens de l'article 7, le transporteur s'assure du remplacement des tronçons concernés pour mettre la canalisation en conformité avec la nouvelle catégorie d'emplacement, ou de la mise en place des dispositions compensatoires permettant d'aboutir à un niveau de sécurité au moins équivalent. Le délai maximal de la mise en conformité ou de la mise en œuvre des dispositions compensatoires est de deux ans dans les cas où elles ne nécessitent pas d'analyse technique spécifique, de trois ans dans les

La définition des catégories d'emplacement est donnée par l'article 7 de l'arrêté du 4 août 2006 :

Catégorie A

Les emplacements de la canalisation sont classés en catégorie A lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément satisfaites :

a) La canalisation ne transporte pas des produits classés E (fluides autres que les gaz combustibles, inflammables ou toxiques en phase gazeuse à la température ambiante et dans les conditions de pression atmosphérique, qu'ils soient transportés sous forme gazeuse ou liquéfiée) ;

b) Ils ne sont pas situés dans le domaine public national, départemental, ferroviaire, fluvial ou concédé ;

c) Ils ne sont pas situés en unité urbaine au sens de l'INSEE et ne sont situés ni dans une zone U ou AU d'une commune couverte par un plan local d'urbanisme (au sens des dispositions des articles R. 123-5 et R. 123-6 du code de l'urbanisme), ni dans une zone U, NA ou NB d'une commune couverte par un plan d'occupation des sols encore en vigueur (au sens des dispositions de l'ancien article R. 123-18 du code de l'urbanisme), ni dans les secteurs où les constructions sont autorisées d'une commune couverte par une carte communale (au sens des dispositions de l'article R. 124-3 du code de l'urbanisme), ni dans les parties actuellement urbanisées d'une commune qui n'est couverte par aucun document d'urbanisme (au sens des dispositions de l'article L. 111-1-2 du code de l'urbanisme) ;

d) Il n'y a ni logement ni local susceptible d'occupation humaine permanente à moins de 10 mètres de la canalisation ;

e) Dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs correspondant au scénario de rupture complète de la canalisation, le nombre de logements ou de locaux correspond à une densité d'occupation inférieure à 8 personnes ou 4 logements par hectare et à une occupation totale inférieure à 30 personnes ou 12 logements.

Catégorie B

Les emplacements de la canalisation sont classés en catégorie B lorsqu'ils ne répondent pas aux critères des catégories A ci-dessus et C ci-après.

Les emplacements d'une canalisation transportant des produits classés E (fluides autres que les gaz combustibles, inflammables ou toxiques en phase gazeuse à la température ambiante et dans les conditions de pression atmosphérique, qu'ils soient transportés sous forme gazeuse ou liquéfiée) ne peuvent être classés en catégorie B que si cette canalisation était déjà en service à la date d'application du présent arrêté.

Catégorie C

Les emplacements de la canalisation sont classés en catégorie C lorsque l'une au moins des trois conditions suivantes est satisfaite :

a) La canalisation transporte des gaz combustibles et, dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs correspondant au scénario de rupture complète de la canalisation, se trouvent des logements ou locaux correspondant :

- soit à une densité d'occupation supérieure à 80 personnes ou 32 logements par hectare ;
- soit à une occupation totale de plus de 300 personnes ou 120 logements ;

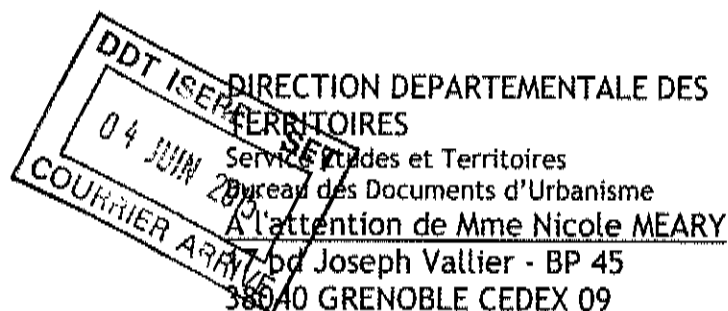
b) La canalisation est nouvelle et transporte des produits classés E au sens du 1 de l'article 2 ; des produits classés E et elle répond aux critères d'occupation du sol définis au a) ci-dessus.

3. Distances d'éloignement par rapport à des projets d'installations classées

L'article 9.2 de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques prévoit que le transporteur détermine, dans son étude de sécurité, la distance minimale et les mesures de sécurité vis-à-vis des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment celles soumises à autorisation présentant des risques toxiques ou d'incendie ou d'explosion.

Par conséquent, il convient de se rapprocher du transporteur pour déterminer les distances minimales d'éloignement de tout projet d'installations classées qui se situerait à proximité d'une canalisation de transport de matières dangereuses.

Grenoble, le 2 juin 2015



N/Réf. : VP/LCh-15/106

Objet : PLU St Martin d'Hères

Affaire suivie par : Mme Véronique PLATZ

Tél. : 04 76 48 81 06

Courriel : v.platz@adisere.fr

Madame,

Suite à votre courrier du 20 mai 2015 concernant l'affaire citée en références, je vous communique les observations de l'Association Départementale Isère Drac Romanche.

L'AD demande à ce qu'aucun espace boisé sur ou à proximité immédiate des digues de l'Isère (bande de 10 m en pied de digue côté terre) ne soit classé en Espace Boisé Classé ou en Espace Naturel Sensible ; ceci afin de pouvoir mener à bien sa mission d'entretien des digues.

L'AD a mis en place un plan de gestion de la végétation sur ces cours d'eau qui nécessitent des interventions (coupes) sur le couvert boisé afin de préserver l'intégrité de la digue. En effet, le maintien de boisement sur les digues s'avère incompatible avec la fonctionnalité de l'ouvrage en induisant des risques de décompactage des matériaux constitutifs de la digue, des désordres dans les perrés, de l'érosion interne.

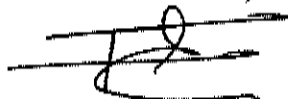
Par ailleurs, eu égard aux problèmes de stabilité et d'intégrité des endiguements, nous vous proposons d'inclure les préconisations suivantes :

- A moins de 3 m de la limite en pied côté terre de l'ouvrage public, aucune construction, ou cabane, ou piscine, ou excavation ne doit être autorisée.
- En cas de construction au-delà de ces 3 m, la fouille admissible ne devra pas avoir une profondeur supérieure au 2/3 de la distance la séparant de la limite de l'ouvrage public.
Ceci s'impose également pour les fouilles provisoires, et, dans tous les cas, en deçà d'une bande de 15 m à compter de la limite de l'ouvrage public.

Enfin, je vous indique que nous n'avons pas de remarques à faire sur ce plan et la liste des servitudes d'utilité publique envoyés.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur,



Michel PINHAS



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires
Service Environnement

Grenoble, le **01 SEP. 2014**

LE PREFET DE L'ISERE

à

Madame, Monsieur le Maire
Madame, Monsieur le Président
d'Intercommunalité

Objet : Inventaire des zones humides de l'Isère

Si l'importance des zones humides est reconnue de longue date, tant comme réservoir de biodiversité que du point de vue fonctionnel pour la préservation de la ressource en eau, elles ont continué à régresser en Isère comme partout en France. La nécessité de stopper la perte de surface (plus de 50% des zones humides ont disparu ces 40 dernières années) est une priorité nationale déclinée à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), schéma actuellement en cours de révision.

Pour prendre en compte ces espaces dans l'aménagement du territoire, il est essentiel de connaître leur localisation. L'inventaire des zones humides du département de l'Isère, réalisé par le Conservatoire des espaces naturels CEN-Avenir avec le soutien de l'Agence de l'eau, du Conseil général de l'Isère et du Conseil régional Rhône-Alpes, répond à ce besoin.

Cet important travail mené entre 2006 et 2008 sur les 533 communes de l'Isère a été porté à la connaissance de tous les élus locaux en 2010. L'inventaire a depuis évolué constamment, grâce aux expertises complémentaires menées par élus et maîtres d'ouvrages. Je vous invite à prendre connaissance de la carte communale ci-joint qui précise les zones humides inventoriées sur votre commune dans leur état actuel (juin 2014). Les Présidents d'Intercommunalités trouveront l'ensemble des fiches communales de leur territoire.

Vous avez la possibilité de transmettre à la DDT tout complément d'information ou d'inventaire qui serait en votre possession, dans des délais compatibles avec la révision du SDAGE afin que les évolutions de l'inventaire puissent être entérinées dans le document de planification du bassin, soit **dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent courrier.**

A la carte communale jointe à ce courrier correspondent des fiches disponibles sur le site Internet suivant : www.cen-isere.org. Une notice technique expliquant les modalités de lecture et de téléchargement des fiches d'informations relatives à chaque zone humide vous est également transmise. Je vous invite à prendre connaissance de ces informations.

Par ailleurs, la méthodologie d'inventaire est rappelée dans la plaquette d'information jointe à cet envoi. Des informations sont également disponibles sur le site Internet des services de l'Etat à la page : <http://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Patrimoine-naturel/Zones-humides>. Je vous rappelle que cet outil doit être considéré par tous - services de l'Etat, collectivités, maîtres d'ouvrages et bureaux d'études - comme une référence à consulter avant tout projet d'aménagement nouveau. Il doit également alimenter l'état des connaissances lors de l'élaboration ou de la révision des documents de planification de l'urbanisme.

La portée de ce travail n'est pas de nature réglementaire ; cependant, mes services s'appuient sur cet inventaire lors de l'instruction de tout dossier soumis à procédure d'autorisation ou de déclaration, ou pour les documents d'urbanisme.

Il vous appartient d'apporter votre concours pour consolider cet inventaire départemental lors des études conduites sur votre territoire à l'occasion de l'élaboration ou de la révision de votre document d'urbanisme.

Le Préfet,



Richard SAMUEL



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires

Grenoble, le - 2 AVR. 2012

Le Préfet de l'Isère
à
Mesdames et Messieurs les Maires de
l'Isère,
Mesdames et Messieurs les
Présidents des EPCI de l'Isère
compétents en matière
d'assainissement

Objet : Prise en compte de l'assainissement dans les documents d'urbanisme
PJ : Annexe

Je souhaite attirer votre attention sur l'importance du thème de l'assainissement dans la procédure d'élaboration des documents d'urbanisme. Ce dernier regroupe l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

Vous trouverez joint en annexe les informations attendues en matière d'assainissement, que je vous demande de bien vouloir prendre en compte lors de l'élaboration ou de la révision de votre document d'urbanisme (PLU, POS, carte communale).

A l'occasion de l'avis que l'État est amené à émettre sur les projets de documents d'urbanisme, il lui appartient de veiller à ce que les équipements d'assainissement existants ou projetés, soient, d'une part en mesure de répondre aux augmentations de population et d'imperméabilisation des sols générées par l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs, et, d'autre part, conformes aux dispositions réglementaires.

Cette démarche, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines et de sa transcription en droit français, est reprise dans les différentes dispositions législatives intervenues depuis cette date, le Grenelle de l'environnement et le SDAGE Rhône-Méditerranée.

Je vous rappelle que le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales est obligatoire en application de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales et doit être soumis à enquête publique.

Dans la pratique, de nombreuses collectivités ont établi un schéma directeur d'assainissement ayant pour vocation la programmation technique et financière des travaux. Ce document englobe en général le zonage d'assainissement collectif, non-collectif et pluvial, un diagnostic des équipements existants et des branchements, ainsi qu'un programme de travaux. Il peut être établi à l'échelle intercommunale.

En l'absence d'un zonage d'assainissement approuvé ou élaboré en même temps que le PLU (enquête publique simultanée) et pris en compte par celui-ci, ce dernier ferait l'objet d'un avis défavorable lors de son arrêt.

La direction départementale des territoires est votre interlocuteur pour répondre à l'ensemble de vos questions sur ce sujet et pour vous assister dans la prise en compte de l'assainissement et des eaux pluviales dans le cadre du document d'urbanisme.

Son association, le plus en amont possible, à la démarche d'élaboration des documents d'urbanisme, doit faciliter la prise en compte des questions d'assainissement dès le début de la procédure.

Le Préfet

Eric LE DOUARON

ANNEXE

Les informations attendues en matière d'assainissement au moment de l'arrêt d'un document d'urbanisme

Les projets d'urbanisation de la commune doivent montrer, qu'ils ne dégradent pas le milieu récepteur, que les équipements d'assainissement (réseau, station d'épuration, dispositifs de gestion des eaux pluviales) existants ou projetés, sont en mesure de répondre aux augmentations de population et d'imperméabilisation des sols.

La situation de la commune vis à vis de la conformité à la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines du 21 mai 1991 et aux textes qui ont retranscrit cette directive en droit français doit pouvoir être vérifiée.

Le plan local d'urbanisme constitue le document qui est chargé de faire la synthèse entre le développement et la maîtrise de l'urbanisation avec les exigences légales en matière d'assainissement et d'eaux pluviales en application de l'article L.123-1-5, 11° du code de l'urbanisme. Il en est de même pour les plans d'occupation des sols.

Les informations répertoriées sur l'assainissement doivent être traitées dans les éléments suivants du document d'urbanisme :

- le rapport de présentation dont le contenu est précisé à l'article L.123-1-2 du code de l'urbanisme (CU) ;
- éventuellement le PADD (projet de développement et d'aménagement durables) défini à l'article L.123-1-3 du CU ;
- le règlement conformément aux articles L.123-1-5, R.123-9 et R.123-10 du CU ;
- les annexes (L.123-1, R.123-13 et R.123-14 du CU).

Elles doivent avoir le même niveau d'actualisation que le document d'urbanisme.

En cas d'élaboration ou de révision du document d'urbanisme, ces éléments doivent avoir été collectés au cours de la procédure, le plus en amont possible, et dans tous les cas avant l'arrêt du document.

En cas de révision simplifiée, de déclaration de projet ou de modification du document d'urbanisme, lorsque la procédure a une incidence sur l'assainissement, un rappel sur la situation en matière d'assainissement permettant de mesurer la compatibilité des nouveaux projets d'urbanisation de la commune est à intégrer dans le document soumis aux services de l'État.

S'il a été établi antérieurement, et si nécessaire, le zonage d'assainissement doit être actualisé à l'occasion du PLU.

Les informations qu'apporte le document d'urbanisme sur l'assainissement doivent attester de la préservation de la qualité de l'eau et de la compatibilité avec le SDAGE Rhône-Méditerranée (article L.111-1-1 du Code de l'Urbanisme).

Pour les cartes communales, ces documents d'urbanisme ne disposant pas légalement de la faculté de réglementer les constructions, les services de l'État ne seront pas favorables à l'établissement de tels documents dans les communes en situation de non conformité avec l'assainissement.

Le Préfet
L.
7

Eric LE DOUARON

CONTENU DU RAPPORT DE PRESENTATION (L.123-1-2, R.123-1 et R.123-2)

L'élaboration d'un plan local d'urbanisme doit prendre en compte les principes fondamentaux de l'aménagement et d'urbanisme définis aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme.

Le PLU doit assurer « *la diversité des fonctions urbaines et rurales (...) en prévoyant des capacités de constructions et de réhabilitation suffisantes pour répondre aux besoins présents et futurs* » -(extrait de l'article L.121-1) ; ainsi que « *la satisfaction des conditions d'habitat (...) et d'équipements publics (...) répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources* » -(extrait de l'article L.110).

Le respect et la prise en compte de ces principes doivent trouver leur justification dans le rapport de présentation.

Pour « justifier les choix retenus » pour la satisfaction de ses besoins actuels et futurs, la commune, à travers le contenu du rapport de présentation, doit mettre en perspective ce développement avec les capacités actuelles et futures des équipements publics dont dispose la commune et notamment la station d'épuration des eaux usées (article L.123-1-2).

Il appartient à la partie « diagnostic » du rapport de présentation de faire le bilan du fonctionnement actuel de l'ensemble du dispositif en matière d'assainissement et d'eaux pluviales en intégrant entre autres la carte de zonage d'assainissement.

Le rapport de présentation du PLU doit comprendre également les perspectives et actions retenues pour procéder à la mise aux normes de la station d'épuration existante ainsi que son dispositif de collecte, mais également les investissements programmés pour faire face à l'augmentation prévisible de la population de la commune.

Il doit également justifier chacune des règles contenues dans le règlement d'urbanisme. Il en sera ainsi de la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'une disposition d'assainissement non collectif (R.123-9, 5° du CU).

1 – Éléments à fournir pour l'assainissement collectif

La situation d'un système d'assainissement collectif s'apprécie globalement à l'échelle d'une agglomération d'assainissement (articles R2224-6 et R2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales). Les zones desservies par un réseau de collecte raccordé à un système d'épuration unique sont considérées comme constituant une agglomération d'assainissement. Il en va de même pour les zones où la création d'un tel réseau a été décidé.

Selon la taille de l'agglomération d'assainissement en Équivalent-Habitants (EH), les obligations de traitement diffèrent.

Le territoire d'une commune peut être entièrement inclus dans une agglomération d'assainissement. Dans ce cas les documents du PLU doivent prendre en compte cette dimension supra-communale. Il peut aussi être réparti entre deux de ces agglomérations (cas d'une commune s'étendant sur deux bassins versants). A l'inverse, et notamment dans de nombreuses communes rurales, l'agglomération d'assainissement peut être entièrement incluse dans le territoire communal (par exemple agglomération limitée à un seul bourg).

Le nombre d'Équivalent-Habitants à prendre en compte est la somme du nombre d'habitants plus les rejets industriels (calculés sur la base du flux de pollution maximal autorisé dans les autorisations de rejet et/ou conventions de raccordement avec 1 EH = 60 g DBO5/jour).

Il convient de fournir au minimum les éléments d'information sur les équipements d'assainissement et de gestion des eaux usées répertoriés dans les rubriques et tableaux suivants. Ces éléments se trouvent normalement dans le schéma directeur d'assainissement.

Pour chaque agglomération d'assainissement, il est demandé de fournir les renseignements suivants pour chaque zone ouverte à l'urbanisation:

Agglomération: (dénomination de l'agglomération d'assainissement)

Zone ouverte à l'urbanisation	Dénomination de la zone et type de zone (zone artisanale, zone industrielle, lotissement,...)	Nombre maximal d'Équivalent-Habitants existants	Nombre cumulé d'Équivalent-Habitants prévu à court terme (3 ans)	Nombre cumulé d'Équivalent-Habitants prévu à moyen terme (6 ans)	Nombre cumulé d'Équivalent-Habitants prévu à long terme (10 ans)
Zone 1					
Zone 2					
Zone 3					
Totaux:					

1.1 - Données relatives à la station d'épuration

1.1.1 - Renseignements généraux

	Renseignements à fournir	Exemple, commentaire
1/	- la station d'épuration (nom et adresse) et maître d'ouvrage (nom adresse du siège, responsable)	Station desituée au lieu dit..... Syndicat d'assainissement de, mairie de
2/	- historique de la station d'épuration dates de construction et des travaux d'extension ultérieurs le cas échéant	Année de mise en service, année de mise en place d'ouvrages complémentaires
3/	- régime administratif loi sur l'eau entre 200 et 10 000 Équivalent-Habitants : déclaration au dessus de 10 000 Équivalent-Habitants : autorisation	La station est-elle déclarée ou autorisée au titre de la loi sur l'eau? Si oui, date et N° de l'acte administratif
4/	- type et traitement en place et projet (joindre le planning des travaux prévisionnels)	Boues activées, lit bactérien, lagune, lits plantés de roseaux, traitement primaire, secondaire, tertiaire
5/	- capacité actuelle de traitement (ou capacité nominale de la station) en Équivalent-Habitant, la charge actuelle admissible, le débit actuel maximum admissible	Charge polluante actuelle, volume journalier en semaine de pointe en m^3/j (temps sec et temps de pluie) Charge en kg de DBO5 par jour (maximum et moyen) Débit maximum admissible en m^3/h
6/	- dans le cas d'une station intercommunale, la commune doit joindre sa convention de déversement (si elle existe) attestant de la charge polluante maximale qui lui a été attribuée	Charge polluante maximale, flux hydraulique maximal en m^3/j et en m^3/h

1.1.2 - Fonctionnement de la station

	Renseignements à fournir	Exemple, commentaire
1/	- conformité réglementaire de la station obligatoire si capacité nominale supérieure ou égale à 2 000 EH	Conforme, non conforme, appréciation des résultats fournis par la police de l'eau
2/	- dysfonctionnements éventuels observés	Surcharge hydraulique de X% surcharge en pollution de X% déficience du traitement nécessité de mise aux normes nécessité de remplacement total de la station
3/	- charge actuelle de la station charge actuelle entrante à la station (moyenne et pointe) débit actuel (moyen et maximum) entrant	En kg de DBO5/j en m^3/j
4/	- marge en traitement de pollution à la station	Négative ou positive en kg de DBO5/j et en EH

1.2 – Données relatives aux réseaux

	Renseignements à fournir	Exemple, commentaire
1/	<u>- équipement et fonctionnement des réseaux</u>	Maître d'ouvrage Équipement auto-surveillance des déversoirs d'orage, conception du réseau pour le temps de pluie fonctionnement : appréciation au regard du contenu du SDA et/ou du diagnostic
2/	<u>- réalisation de l'étude diagnostic</u>	Qui, non, si oui, année
3/	<u>- type du réseau</u>	Unitaire X%, X km séparatif X%, X km
4/	<u>- bassins d'orage</u>	Localisation et volume
5/	<u>- déversoirs d'orage</u>	Situation administrative ? Localisation, capacité, équipement
6/	<u>- postes de relèvement</u>	Localisation, capacité
7/	<u>Évaluation de la part des eaux claires parasites dans l'effluent en entrée de station</u>	En m ³ /jour, et en % du volume journalier moyen de temps sec
8/	<u>Conclusions de l'étude diagnostic et suite donnée par le maître d'ouvrage</u>	Programme pluriannuel de travaux avec échéancier

2 – Éléments à fournir pour l'assainissement non collectif

Au moment de l'arrêt du PLU ou de l'approbation de la carte communale par le conseil municipal, les services de l'État s'assurent que le document d'urbanisme fixe de façon claire les conditions de mise en œuvre de l'assainissement non collectif.

Le rapport de présentation du document d'urbanisme doit mentionner le nombre d'habitants ou de logements concernés par l'assainissement non collectif, actuellement et dans le futur (en relation avec le projet d'urbanisation de la commune) et reprendre les éléments du zonage d'assainissement qui préconisent et décrivent les filières les mieux adaptées au territoire communal (articles R2224-7 et R2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Il évalue l'impact de l'ensemble des rejets des installations d'assainissement non collectif sur le milieu récepteur.

Des interdictions de filières peuvent ainsi être rendues opposables au vu du zonage d'assainissement ; étant précisé que le zonage n'a pas l'obligation d'être établi à la parcelle. L'article L.2224-8 du CGCT permet au Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de « fixer des prescriptions techniques notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif ».

Pour les filières drainées (cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'assurer la dispersion des eaux usées dans le sol), l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 précise que le rejet vers le milieu hydraulique superficiel est possible. Par milieu hydraulique superficiel, on entend aussi bien un cours d'eau non intermittent qu'un cours d'eau intermittent.

Il convient de rappeler que l'objectif de non dégradation de la qualité des milieux récepteurs défini par la Directive Cadre sur l'Eau et le SDAGE Rhône-Méditerranée s'applique également à l'assainissement non collectif.

Ainsi, il n'est pas possible de développer un secteur en assainissement non collectif avec des filières drainées, s'il n'a pas été démontré que le cours d'eau récepteur est à même de recevoir les effluents traités sans remettre en cause sa qualité (étude à faire dans le zonage d'assainissement).

Les rejets en cours d'eau intermittent doivent être limités à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes.

L'évacuation par puits d'infiltration peut être autorisée, par la collectivité compétente en assainissement non collectif, sur la base d'une étude hydrogéologique (article 13 de l'arrêté ministériel du 07 septembre 2009). Là encore, cette étude doit prendre en compte l'impact de l'ensemble des rejets des assainissements non collectifs.

Par ailleurs, cette étude ne correspond pas à une étude à l'échelle de la parcelle. Il convient donc de laisser la possibilité aux pétitionnaires de faire réaliser une étude des sols à la parcelle, à leur frais par un bureau d'étude compétent, afin de démontrer le cas échéant qu'une filière différente est adaptée à leur terrain.

3 – Éléments à fournir pour l'assainissement des eaux pluviales

Le zonage d'assainissement est un outil réglementaire qui s'inscrit dans une démarche prospective, voire de programmation de l'assainissement.

Le volet pluvial du zonage permet d'assurer la maîtrise des ruissellements (en lien avec la problématique des risques d'inondation et de glissements de terrain en particulier) et la prévention de la dégradation des milieux aquatiques par temps de pluie, sur un territoire communal ou intercommunal.

Il permet de fixer des prescriptions cohérentes à l'échelle du territoire d'étude.

Il convient de fournir au minimum les éléments d'information sur la gestion des eaux pluviales, répertoriés dans les rubriques et tableaux suivants. Ces éléments se trouvent normalement dans le schéma directeur des eaux pluviales.

La description de la gestion des eaux pluviales doit se faire par bassins versants. Pour chaque bassin versant, il est demandé de fournir les renseignements suivants :

Zone ouverte à l'urbanisation	Dénomination de la zone et type de zone (zone artisanale, zone industrielle, lotissement,...)	Surface imperméabilisée estimée	Mode de gestion des EP (Infiltration/ rejet milieu superficiel/ ouvrages de régulation)
Zone 1			
Zone 2			
Zone 3			
Totaux:			

3.1 - Renseignements généraux

	Renseignements à fournir	Exemple, commentaire
1/	<u>- collectivité compétente en matière de gestion des eaux pluviales</u>	Commune de syndicat de
2/	<u>- régime administratif loi sur l'eau</u>	Les points de rejets des réseaux eaux pluviales et les ouvrages de régulation sont-ils autorisés (rubrique 2.1.5.0 , etc.)
3/	<u>- type de gestion des eaux pluviales</u>	Infiltration rejets en milieu superficiel préciser si il existe un règlement fixant des débits maximums de raccordement aux réseaux EP
4/	<u>- capacité actuelle des collecteurs des eaux pluviales</u>	Disponibilité des réseaux en fonction des fréquences de pluie de référence Charge polluante actuelle des points de déversement

Bassin versant	Caractéristiques (surface, pente, longueur)	Surface imperméabilisée du BV	Mode de gestion des EP (infiltration/ rejet milieu superficiel)	Ouvrages de régulation (bassins rétention, etc.)	Données sur le milieu de rejet (nom et état de la masse d'eau souterraine ou superficielle)
BV n°1					
BV n°2					
BV n°3					
BV n°4					

Sur ce point, le rapport de présentation doit également reprendre les éléments relatifs aux eaux pluviales, en indiquant la localisation envisagée des ouvrages de régulation (bassin d'écroulement, bassin d'orage, de rétention, etc.).

CONTENU DU REGLEMENT (L.123-1-5, R.123-1, R.123-9 et R.123-10)

Depuis la loi SRU de décembre 2000, le règlement est composé d'un règlement écrit et d'un règlement graphique. Ces deux documents ont la même valeur juridique (L.123-1).

En application de l'article L.123-1-5, 11°, le règlement du PLU doit prendre en compte la délimitation du **zonage d'assainissement**. Sur le plan pratique, cela veut dire que :

- le règlement écrit doit identifier sous un indice différent, les secteurs où l'assainissement individuel est possible, de ceux où l'assainissement collectif est existant ou en cours de réalisation. Dans les secteurs desservis par un réseau collectif, le recours à un dispositif d'assainissement individuel sera prohibé ;
- le règlement graphique délimitera chacun de ces secteurs ;
- le règlement graphique devra faire apparaître, le cas échéant, la localisation des équipements collectifs ou publics en matière d'eaux pluviales annoncés dans le rapport de présentation (bassins de régulation, etc.) sous la forme d'emplacements réservés au titre du L.123-1-5, 8° ou d'une pré-localisation pour équipements collectifs en application du L.123-2, alinéa c.

Le règlement écrit peut, en application de l'article L.123-1-5,12°, « *fixer une **superficie minimale des terrains constructibles**, lorsque cette règle est justifiée [dans le rapport de présentation du PLU] par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif (...)* » selon les conclusions de l'étude sur le zonage d'assainissement, étant précisé que les dispositions relatives à la superficie minimale des terrains ont été abrogées par décision préfectorale concernant le règlement sanitaire départemental.

Les articles R.123-5 et R.123-6 définissent les zones urbaines U et les zones AU (à urbaniser).

Définition des zones urbaines (R.123-5) : « Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ».

Définition des zones à urbaniser (R.123-6) : « Les zones à urbaniser sont dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme. »

Cinq situations peuvent donc se présenter :

1 - La commune est raccordée à un système d'assainissement collectif conforme et en cohérence avec son projet d'urbanisation.

Après justification dans son rapport de présentation et en cohérence le cas échéant avec le SCoT, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et le Règlement peuvent alors retenir le principe :

- d'une densification des zones U ;
- d'une urbanisation des zones AU identifiées par la commune et destinées à être ouvertes à l'urbanisation sans condition à respecter au titre de l'assainissement.

2 - Le système d'assainissement collectif n'est pas conforme parce que non cohérent ou insuffisant à terme avec le projet d'ouverture à l'urbanisation (cas des collectivités raccordées à une station d'épuration proche de la saturation).

Seules les zones AU dont les besoins estimés cumulés avec ceux des zones U sont compatibles avec la capacité d'assainissement peuvent être ouvertes à l'urbanisation.

Dès lors qu'il est nécessaire de procéder à des compléments d'équipements pour le traitement des eaux usées préalablement à l'ouverture à l'urbanisation d'une zone AU, il importe que cette condition soit explicitement mentionnée dans le rapport de présentation et le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Le Règlement doit préciser que la zone ne pourra être ouverte à l'urbanisation qu'à l'occasion d'une modification ou d'une révision du PLU une fois l'équipement réalisé ou en cours de réalisation (après délivrance de l'ordre de service de commencer les travaux).

3 - Le système d'assainissement collectif n'est pas conforme parce que sa capacité à traiter les effluents actuels est déjà insuffisante (il s'agit en priorité des communes ayant fait l'objet d'une décision préfectorale de restriction de l'urbanisation).

Seuls les secteurs déjà urbanisés pourront être classés en zone U et aucune extension des zones U ne pourra être délimitée. Il sera possible de délimiter des zones AU mais aucune d'entre elles ne pourra être ouverte à l'urbanisation avant la réalisation des équipements publics nécessaires. Le rapport de présentation doit, dans ce cas, indiquer les dates approximatives de réalisation des équipements publics attendus. Le Règlement doit, là aussi, préciser que la zone ne pourra être ouverte à l'urbanisation qu'à l'occasion d'une modification ou d'une révision du PLU et une fois l'équipement réalisé ou en cours de réalisation (après délivrance de l'ordre de service de commencer les travaux).

4 - Le système de collecte est déficient (exemple : secteurs desservis par un réseau mais non raccordés à la station d'épuration).

S'agissant d'un secteur déjà urbanisé, la zone U sera délimitée uniquement sur les parties déjà bâties à l'exclusion de toute extension. La densification y sera interdite. On retiendra le COS de fait. S'il existe des impacts graves sur le milieu naturel, les dispositions de l'article R.123-11, b devront être mises en œuvre pour des raisons d'hygiène. Ces dispositions permettent d'interdire les extensions de constructions existantes ou soumettre les constructions à des dispositions spéciales (non aggravation de la situation sanitaire).

5 - Un secteur de la commune en assainissement non collectif présente des risques avérés pour l'hygiène.

En l'attente de réalisation des travaux de mise en conformité (collectif ou non collectif), les dispositions de l'article R.123-11, b doivent aussi être utilisées pour interdire les constructions nouvelles et soumettre les extensions à des conditions particulières (non aggravation de la situation sanitaire).

CONTENU DES ANNEXES (L.123-1, R.123-1, R.123-13 et R.123-14)

Les annexes au PLU sont obligatoires en application de l'article L.123-1. Le contenu des annexes du PLU est précisé pour ce qui concerne l'assainissement à l'article R.123-14, 3° selon les modalités suivantes : « Les annexes comprennent à titre informatif également :

- 1° (...);
- 2° (...);
- 3° Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets » ;

En application de cet article, les annexes comportent :

- La carte des réseaux de la commune (réseaux actuels, projetés, déversoirs d'orage, postes de relèvement, bassins d'orage)

Quand la commune comprend plusieurs agglomérations d'assainissement, cette carte doit les délimiter.

- Pour chaque agglomération d'assainissement : la carte de l'agglomération d'assainissement, c'est à dire les zones de la commune raccordées à la station d'épuration et la localisation de la station d'épuration et du rejet dans le milieu récepteur avec le nom du cours d'eau.
- Le zonage (carte et notice) n'est pas formellement listé dans les documents devant figurer dans les annexes. Lorsqu'il a été régulièrement établi par l'autorité compétente en matière d'assainissement, qu'il comporte un ensemble de documents et notamment une notice explicative expliquant la méthodologie utilisée et les critères techniques retenus, qu'il a fait l'objet d'une enquête publique, il est possible de le joindre à la rubrique des annexes relative au domaine et intitulée « annexes sanitaires », dès lors que l'ensemble des pièces et documents du PLU l'ont pris en compte.

PROCEDURE D'APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

1- Le dossier d'enquête publique de zonage

Le dossier présenté à l'enquête publique a plusieurs objectifs :

- préciser, selon le mode d'assainissement, quelles sont les obligations des usagers et quelles sont les obligations de la collectivité
- délimiter :
 - pour les eaux usées, les zones d'assainissement collectif et non collectif,
 - et si nécessaire, pour les eaux pluviales, les zones de limitation des apports dus au ruissellement par des techniques adaptées
- préciser l'incidence sur le prix de l'eau au regard des règles d'organisation des services et des aides qui pourront être obtenues par la collectivité.

Le dossier doit comprendre :

- un rappel de son objet
- le justificatif des attributions de la collectivité
- une note de présentation générale de la délimitation de l'assainissement
- un sous-dossier concernant l'assainissement collectif,
- un sous-dossier concernant l'assainissement non collectif,
- un sous-dossier relatif au ruissellement et au traitement des eaux pluviales.

2- Le déroulement de l'enquête publique

L'enquête publique est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'assainissement (art R2224-8 du CGCT).

Ce dernier peut déléguer au maire son pouvoir de mise à l'enquête par délibération.

Suite à la réalisation de l'étude de zonage (qui peut être faite dans le cadre du schéma directeur d'assainissement), un projet de zonage d'assainissement est adopté par délibération du Conseil compétent après vérification de la cohérence du zonage avec les documents d'urbanisme de la commune concernée.

Il est conseillé de faire valider le zonage retenu par la police de l'eau (avis sur une problématique de zonage particulière ou sur un dispositif de traitement envisagé par exemple).

Le projet de zonage d'assainissement doit être mis à l'enquête publique sous la forme prévue par les articles R 123-1 à R 123-27 du code de l'environnement.

La mise à l'enquête publique peut être simultanée avec celle du document d'urbanisme.

Étapes de l'enquête

Dossier de mise à l'enquête :

- carte du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales
- notice explicative

Saisine du président du Tribunal administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur

Arrêté de mise à l'enquête

Enquête (1 mois)

Remise au maire des conclusions du commissaire enquêteur
(dans un délai de 1 mois après la clôture de l'enquête)

Finalisation du zonage d'assainissement

Approbation par délibération

Contrôle de légalité

Démarches complémentaires

Mise au point des modalités de déroulement de l'enquête avec le commissaire enquêteur

Publicité

- 15 jours avant l'ouverture
- 8 jours après l'ouverture

Transmission par le maire au préfet et au président du Tribunal administratif d'une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur. Le rapport est mis à disposition du public en mairie.

3- La modification du zonage

En cas de modification substantielle ou non du zonage d'assainissement, un nouveau dossier doit être constitué et soumis à enquête publique.

La notice qui accompagne la nouvelle carte de zonage doit **justifier** des modifications apportées au zonage précédent.

Les implications éventuelles sur le document d'urbanisme doivent être vérifiées afin de déterminer s'il y a lieu de procéder simultanément à une évolution du document d'urbanisme pour en tenir compte (changement de zonage).



Liberté ** Fraternité
RÉPUBLICAINE
DDRE

liste dossiers ICPE

Commune SAINT-MARTIN-D'HERES

Nombre de dossiers

3

Etablissement icpe		Rubriques / capacité		Classement / décisions		Divers
CENTCLERC	SOCIETE	2920-2.b	0	RD	D 21527	1069/2009 RSDE
384/INT-MARTIN-D'HERES	TEL: FAX:	TYPE DIV ACP REFRI				
DOMZ-GONSALVEZ Custodio	SOCIETE	2120-2	14 chiens chiens	APMD	D 2010-05974	1069/2009 RSDE
41 rue tout	TEL: FAX:	TYPE EL ACP CHIEN				
384/INT-MARTIN-D'HERES						
GEANINO	SOCIETE	1434-1.b	0 m3/h	RD	DC 24077 24077	1069/2009 RSDE
BP 300 avenue Gabriel Péri	TEL: FAX:	TYPE DIV ACP DLI				
384/INT-MARTIN-D'HERES						

**NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX
LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES
Ouvrages du réseau d'alimentation générale**

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

REFERENCES :

- ↳ Articles L321-1 et suivants et L323-3 et suivants du code de l'énergie ;
- ↳ Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- ↳ Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L323-3 et suivants du code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L323-4 du code de l'énergie).

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (exceptés les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R554-20 et suivants du code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

Pour toute information utile, s'adresser à :

**RTE RAA
GMR Dauphiné
73, rue du Progrès
38176 SEYSSINET PARISSET**

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie

REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- ↳ DREAL,
- ↳ RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale :

- ↳ DREAL,
- ↳ Distributeurs ERDF et / ou régies.



Réseau de transport d'électricité

VOS REF.

NOS REF.

REF. DOSSIER TER-PAC-2015-38421-CAS-89355-H3V1G9

INTERLOCUTEUR Maïlys ROCHET

TÉLÉPHONE 04.27.86.27.47

MAIL mailys.rochet@rte-france.com

FAX

OBJET PAC – PLU de SAINT-MARTIN-D'HERES

DDT de l'ISERE

**17, boulevard Joseph Vallier
BP 45**

38040 GRENOBLE cedex 9

A l'attention de Mme Nicole MEARY

Lyon, le 27 MAI 2015

Madame,

En réponse à votre courrier du 20/05/2015 relatif au PLU de la commune citée en objet, **RTE**, afin de préserver la qualité et la sécurité du transport d'énergie électrique, c'est à dire des ouvrages de tension supérieure à 50 000 volts (HTB) attire l'attention des Services sur les éléments suivants, dans le cadre du porter à connaissance.

En effet, les lignes HTB sont des ouvrages techniques spécifiques :

- En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres (arrêté interministériel technique). Ils peuvent également être déplacés, modifiés, ou surélevés pour diverses raisons (sécurisation de traversées, de routes, autoroutes, voies ferrées, construction de bâtiments, etc.).
- Leurs abords doivent faire l'objet d'un entretien tout particulier afin de garantir la sécurité des tiers (élagage et abattage d'arbres) et leur accès doit être préservé à tout moment.

RTE demande donc de préciser au dossier du PLU :

1 - Règlement

Au chapitre des dispositions générales ou dans chaque zone impactée

1.a - Par des lignes HTB

- Que RTE a la possibilité de modifier ses ouvrages pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
- Que les règles de prospect, d'implantation et de hauteur des constructions ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité HTB, faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.



Réseau de transport d'électricité

1.b - Par un poste de transformation

- Que sont autorisés des aménagements futurs tels que la construction de bâtiments techniques, équipements, et de mise en conformité des clôtures du poste.

2 - Servitudes

RTE confirme la liste de ses équipements sur la commune (servitudes I4, loi du 15 juin 1906).

Ouvrages haute et très haute tension	Date
Ligne aérienne 225kV EYBENS - FROGES - LANCEY 1	
Ligne souterraine 63kV ABBAYE (GEG) - EYBENS 1	
Ligne souterraine 63kV ABBAYE (GEG) - EYBENS 2	
Lignes souterraines 63kV BAJATIERE - EYBENS 1&2	
Ligne souterraine 63kV BAJATIERE - ILE-VERTE 1	
Ligne aéro-souterraine 63kV EYBENS - ILE-VERTE - MEYLAN 1	

L'implantation de ces ouvrages a été repérée sur le document joint (Plan au 1/15000).

Nous vous précisons à cet égard qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Nous vous rappelons en outre, que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr), se conformer aux procédures de travaux (DICT) fixées par les articles 554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

RTE propose de joindre dans les annexes des servitudes, la note d'information ci-après relative aux lignes et canalisations électriques.



Réseau de transport d'électricité

Cette note comporte le nom et l'adresse de l'exploitant du réseau qu'il convient de contacter :

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis.
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages précités.

Il s'agit pour **RTE**, de vérifier la compatibilité des projets de constructions et des travaux au voisinage de ses ouvrages, en référence à l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques de distribution d'énergie électrique.

Remarque importante relative à l'espace boisé classé

RTE appelle tout particulièrement votre attention sur le fait que les servitudes 14 ne sont pas compatibles avec un espace boisé classé et que dans le cas d'un surplomb de ligne, un déclassement du bois s'impose.

Les largeurs à déclasser sous les lignes sont les suivantes :

- 5 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes souterraines
- 30 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 63 kV
- 40 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 225 kV

3 - Équipements futurs

Concernant les implantations futures d'équipement d'intérêt général de notre Établissement, nous ne pouvons nous engager à vous adresser ce jour une liste exhaustive. En effet, des clients ou futurs clients de RTE peuvent demander à tout moment un raccordement au Réseau Public de Transport d'Électricité.

Cependant, nous vous informons que la commune de SAINT-MARTIN-D'HERES est concernée par le projet de reconstruction de la liaison souterraine BAJATIERE - EYBENS 2.

Compte tenu des éléments présentement fournis, RTE ne souhaite pas être associé aux études du document d'urbanisme mais désire être consulté sur le projet arrêté par le Conseil Municipal.



Réseau de transport d'électricité

Pour la bonne règle, nous adressons copie de la présente à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Rhône-Alpes.

Nous restons à votre disposition pour toute information utile, et nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

**Le Chef du Service Concertation
Environnement Tiers,**

Bruno FLEURET

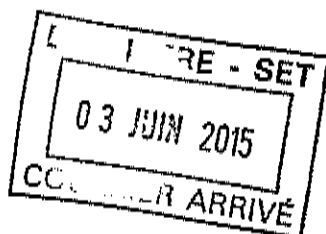
PJ : Précitées

Copie : DREAL Rhône-Alpes

Les informations que vous nous avez communiquées font l'objet d'un traitement informatique. Conformément à la loi "Informatique et liberté" du 6 janvier 1978, le pétitionnaire dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant ainsi qu'un droit d'opposition pour des motifs légitimes en s'adressant à RTE, Tour Initiale, 1 Terrasse Bellini, TSA41000, 92919 La Défense Cedex.

DIRECTION DE L'IMMOBILIER
DELEGATION TERRITORIALE DE L'IMMOBILIER SUD EST
Immeuble Le Danica – 19, av Georges Pompidou 69003 Lyon

Direction Départementale des Territoires
Service études et territoire
17 bl Joseph Vallier
38040 GRENOBLE CEDEX 09



Lyon, le 27 mai 2015

Objet : PAC révision PLU – SAINT MARTIN d'HERES
N/réf DTISE/VI/CH – CPS 70198
Affaire suivie par Antoine Bouis-Masson
04 27 50 25 62
antoine.bouismasson@sncf.fr

Monsieur le Directeur,

Nous faisons suite à votre courrier du 20 mai 2015 et vous remercions de nous consulter pour la constitution du porter à connaissance dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de SAINT MARTIN d'HERES.

Nous vous informons que la SNCF agit en son nom pour le patrimoine de l'Etat qu'elle a en gérance, et pour le compte de SNCF Réseau (anciennement Réseau Ferré de France) propriétaire de l'infrastructure, dans le cadre d'une convention de prestation de service.

- La ligne 909 000 dit de Grenoble à Montmélian traverse le territoire communal
- La déviation 909 903 de la ligne de Grenoble à Montmélian traverse le territoire communal

Nous attirons votre attention sur l'existence de la servitude T1 relative au chemin de fer et opposable à tous les riverains du domaine public ferroviaire. Nous vous prions de trouver ci-joint une notice qui sera à annexer au futur document.

Concernant le futur zonage, nous vous rappelons que, conformément à la loi SRU, il n'existe plus de nécessité de classer de manière distincte les emprises ferroviaires, celles-ci étant incluses dans le

classement des terrains limitrophes. Néanmoins, l'exploitant de la ligne doit pouvoir conserver la possibilité de réaliser une construction ou un aménagement lié à son activité.

Par ailleurs, le territoire de la commune de SAINT MARTIN d'HERES n'est pas impacté par un projet d'intérêt général.

Nous vous remercions enfin, par avance, de bien vouloir nous consulter lorsque le projet de PLU sera arrêté par le Conseil Municipal.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Antoine Bouis-Masson
Chargé d'affaires

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Antoine Bouis-Masson", is written over the typed name and title. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending to the right.



Fontaine, le 03 SEP. 2015

Le directeur départemental
des services d'incendie et de secours

à

Madame la directrice départementale
des territoires de l'Isère
Service d'aménagement Sud Est (SASE)
BP45
38040 GRENOBLE CEDEX 9

N/REF. : D2015-537 - 608 DMLY
Aff. suivie par : Commandant David MARCHANDEAU
Groupement Prévision
Service analyse et évaluation des risques
gprs.sec@sdis38.fr
Tél. 04 76 26 88 80
FAX 04 76 26 89 72

OBJET : Porter à connaissance du maire – PLU de la commune de St Martin d'Hères

REF. : Votre courriel du 28 août 2015

Le paragraphe 3.1.1.5 relatif à la gestion des ressources hydrauliques de défense incendie est à remplacer par le texte suivant :

3.1.1.5 Le risque incendie de végétation

Les textes réglementaires à prendre en compte sont :

- en l'article L 321-1 du code forestier ;
- les arrêtés préfectoraux n° 2007-05811, 2007-05812, 2007-05813, 2007-0518, 2007-0519 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013-02-0015 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013-147-0018.

Conformément à l'article L 321-1 du code forestier, les services de l'État ont achevé en avril 2005 un « Atlas départemental du risque feux de forêts ». Une information sur les mesures réglementaires envisagées a été portée à la connaissance de chaque commune par courrier du préfet en date du 22 août 2005.

Consécutivement, sur 5 massifs forestiers présentant un aléa moyen à fort à proximité de zones à enjeux forts (urbanisation, zones d'activité, infrastructure) un premier classement a été validé par les 5 arrêtés préfectoraux du 2 juillet 2007 cités ci dessus et précisés par l'arrêté préfectoral n°2013-02-0015 relatif à l'obligation légale de débroussaillage.

Ce classement permet de mettre en place des prescriptions adaptées dans les communes visées par ces arrêtés préfectoraux, notamment le débroussaillage obligatoire pour le propriétaire d'une construction.

L'ensemble de ces éléments ont été repris dans le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie de mars 2013 approuvé par l'arrêté préfectoral n°2013-147-0018.

L'élaboration ou la révision du plan local d'urbanisme des communes concernées sont l'occasion d'intégrer ce risque dans leurs perspectives de développement.

Le paragraphe 3.2.2.3 relatif à la gestion des ressources hydrauliques de défense incendie est à remplacer par le texte suivant :

3.2.2.3 La défense extérieure contre l'incendie (DECI)

3.2.2.3.1 Le cadre juridique

Le code général des collectivités territoriales (articles L 2212-2, L 2213-32, L 2225-1, L 2225-2, L 2225-3, L 2225-4 , L 5211-9-2, R. 2225-1 à R. 2225-10) dispose que la DECI est une attribution de police qui a pour objet d'assurer l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

Le maire ou, s'il y a eu transfert, le président d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) détient, en vertu de ces textes, des pouvoirs de police pour réglementer la DECI.

D'anciennes et constantes décisions de justice rappellent ces obligations et les responsabilités des différents acteurs de la DECI (autorités de police, services d'incendie et de secours).

Enfin, les caractéristiques techniques des équipements concourant à la DECI sont définies par les principales normes citées ci-après :

- la norme NFS 61-211 relative aux bouches d'incendie de 100 mm ;
- la norme NFS 61-213 relative aux poteaux d'incendie de 100 et de 2 x 100 mm ;
- la norme NFS 61-214 relative aux poteaux d'incendie de 65 mm ;
- la norme NFS 61-221 relative aux plaques de signalisation ;
- la norme NFS 62-200 relative à l'installation des poteaux et bouches d'incendie ;
- la norme NF EN 14339 relative aux bouches d'incendie enterrées.

3.2.2.3.2 Le dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie

Les points d'eau incendie concourant à la DECI doivent permettre aux sapeurs-pompiers de disposer rapidement de ressources en eau suffisantes pour lutter contre les incendies.

En effet, les engins d'incendie ont une capacité de transport en eau réduite, une couverture géographique et des délais d'acheminement sur les lieux ne permettant pas, sans être alimentés par une ressource adaptée, d'atteindre cet objectif.

Ces besoins minimum peuvent être satisfaits soit par :

- des poteaux ou bouches d'incendie de diamètre 100 mm minimum et distants de 200 m à défendre alimentés par un réseau capable de fournir 120 m³ à un débit minimal de 60 m³/heure. Cette distance peut être portée à 400 m si le risque à défendre est particulièrement faible, et doit être réduite à 60 m du raccord d'alimentation de toute colonne sèche. Les points d'eau sont éloignés les uns des autres de 200 à 400 m selon le risque à couvrir ;
- des points d'eau naturels capables de fournir en 2 heures les 120 m³ nécessaires, distants de 400 m au plus des risques à défendre. Le SDIS recommande que ces points soient distants de 200 m si les bâtiments à défendre relèvent du risque courant ou du risque important. Les points d'eau sont éloignés les uns des autres de 200 à 400 m selon le risque à couvrir ;

- des réserves artificielles capables de fournir en 2 heures les 120 m³ nécessaires, distants de 400 m au plus des risques à défendre. Le SDIS recommande que ces réserves soient distantes de 200 m si les bâtiments à défendre relèvent du risque courant ou du risque important. Les points d'eau sont éloignés les uns des autres de 200 à 400 m selon le risque à couvrir ;
- des points d'eau dimensionnés spécialement à partir du guide D 9 téléchargeable sur le site internet du CNPP, en ce qui concerne la défense extérieure contre l'incendie des bâtiments industriels et des établissements recevant du public.

En atténuation de ces règles, à proximité de risques peu importants privés isolés (maisons d'habitation par exemple), ou pour la défense des forêts contre l'incendie, on peut admettre la création de réserves de 30 m³ seulement.

Les distances visées ci-dessus entre le risque à couvrir et le premier point d'eau d'une part et entre points d'eau d'autre part sont mesurées préférentiellement par les voies praticables par les véhicules d'incendie et de secours et à tout le moins par un cheminement de 1,80 m de largeur praticable par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir.

3.2.2.3.3 Les bonnes pratiques de l'autorité de police en charge de la DECI

L'état de la DECI conditionnant directement l'efficacité de l'action des sapeurs-pompiers, il importe que le maire informe le SDIS de l'état des points d'eau en temps réel :

- en cas d'indisponibilité d'un point d'eau en lui adressant l'imprimé joint au guide relatif à la DECI téléchargeable sur le site internet du SDIS ;
- lors de la remise en service d'un PEI préalablement déclaré indisponible en lui communiquant ce même imprimé ;
- en cas de création d'un point d'eau en lui adressant le rapport d'essai de réception de l'hydrant (annexes A et B de la NFS 62-200) ou en cas de modification ou de suppression d'un point d'eau.

Enfin, pour qu'il y ait une cohérence dans le recensement des points d'eau incendie et pour prévenir tout dysfonctionnement d'identification une collaboration étroite entre le maire et le SDIS est nécessaire lors de l'attribution de leur numéro.

Le paragraphe du PAC 3.5.1.7 relatif à la desserte des bâtiments par les véhicules d'incendie et de secours est à remplacé par le texte suivant :

3.5.1.7 La desserte des bâtiments par les véhicules d'incendie et de secours

3.5.1.7.1 Généralités

De manière générale, l'article R 111-2 du code de l'urbanisme dispose que le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique et l'article R 111-5 du code de l'urbanisme prévoit que le projet de construction soumis à permis de construire peut être refusé si les caractéristiques des voies qui desservent le terrain rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Ainsi, les voies d'accès devront rester praticables en conditions climatiques défavorables et notamment en cas d'enneigement important.

En outre, les aménagements directement ou indirectement liés aux infrastructures d'un éventuel réseau de tramway devront respecter les conditions de desserte des bâtiments par les sapeurs-pompiers comme le prévoient les articles énumérés ci-après.

Ces aménagements ne devront pas, non plus, avoir pour effet de dégrader les conditions de transit des engins d'incendie et de secours.

Plus précisément, les voies d'accès doivent répondre, selon la destination et la date de dépôt de permis de construire des bâtiments, aux caractéristiques prévues par les dispositions :

- des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;
- des articles CO2 à CO5 de l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié et des réglementations particulières et spéciales afférentes à chaque type d'établissements portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- de l'article PE7 de l'arrêté ministériel du 22 juin 1990 modifié approuvant les dispositions relatives aux établissements de 5^{ème} catégorie ;
- des articles GH6 à GH8 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2011 modifié portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique ;
- des articles R 4214-9 et 4216-2 du code du travail ;
- de l'article R 123-4 du code de la construction et de l'habitation.

En outre, l'article R 111-13 du code de la construction et de l'habitation dispose que la construction doit permettre aux occupants, en cas d'incendie, soit de quitter l'immeuble sans secours extérieur, soit de recevoir un tel secours.

A cet égard, la conception et l'aménagement de voies en impasse à usage de desserte pour les engins d'incendie et de secours sont à éviter.

Par analogie avec les dispositions prévues par l'article R 123-13 du code de la construction et de l'habitation applicable aux établissements recevant du public, dans le cas de voies en impasse dont l'aménagement est incontournable, la réalisation d'aménagements de voiries permettant la circulation et la manœuvre des véhicules d'incendie et de secours est très souhaitable :

- si la voie en impasse de plus de 30 m est une voie-engin, porter la largeur de la chaussée libre de stationnement à 4 m afin de permettre le croisement ou le dépassement des véhicules et aménager une aire de retournement conformément aux spécifications techniques précisées par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère ;
- si la voie en impasse de plus de 30 m est une voie-échelle, porter la largeur de la chaussée libre de stationnement à 7 m afin de permettre le croisement ou le dépassement des véhicules et aménager une aire de retournement conformément aux spécifications techniques précisées par le SDIS .

Par ailleurs, afin d'assurer l'accessibilité des sapeurs-pompiers aux immeubles d'habitation, les serrures des barrières et/ou les dispositifs amovibles permettant l'accès aux voiries de desserte doivent être manœuvrables :

- soit par un dispositif facilement destructible par les moyens dont dispose le service départemental d'incendie et de secours de l'Isère (de type coupe boulon par exemple) ;
- soit par une clé polycoise en dotation au SDIS.

Les sapeurs-pompiers n'ont pas vocation à détenir ni de clés ni de codes d'accès spécifiques car cette détention ne constitue pas une réponse opérationnelle fiable, durable et robuste.

3.5.1.7.2 Le cas des immeubles d'habitation à construire

Les immeubles d'habitation de 1^{ère} et 2^{ème} familles

Aucune autre obligation que celles énoncées aux articles R 111-5 du code de l'urbanisme et R 111-13 du code de la construction et de l'habitation ne précise les conditions de desserte des immeubles d'habitation de 1^{ère} et 2^{ème} familles.

Toutefois, d'un point de vue pragmatique et opérationnel, il est opportun que ces Immeubles soient desservis, pour en permettre l'accès aux sapeurs-pompiers, par une voie engin qui, par analogie au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, présente les caractéristiques suivantes :

- largeur supérieure ou égale à 3 m ;
- résistant à un véhicule de 160 kN (90 kN par essieu distants de 3,6 m a minima) ;
- pente inférieure ou égale à 15% ;
- hauteur libre supérieure ou égale à trois mètres cinquante ;
- rayon Intérieur des virages (R) supérieur ou égal à 11 mètres additionné si le rayon est inférieur à cinquante mètres, d'une surlargeur $S = 15 / R$.

Les immeubles d'habitation de 3^{ème} famille A

Les immeubles d'habitation de 3^{ème} famille A doivent être desservis par une voie-échelle qui est une partie de la voie-engin. Elle présente les caractéristiques suivantes :

- longueur minimale de 10 m ;
- largeur, hors stationnement, de 4 m ;
- pente inférieure ou égale à 10% ;
- résistance au poinçonnement : 100 kN/cm² sur une surface "minimale" de 0,20 m² ;

Logiquement sa disposition par rapport à la façade desservie permet aux échelles aériennes d'atteindre un point d'accès (balcons, coursives, etc.) à partir duquel les sapeurs-pompiers doivent pouvoir atteindre tous les logements soit directement soit par un parcours sûr (balcon filant, passerelle, terrasse) de manière à pouvoir procéder aux sauvetages de personnes se manifestant aux fenêtres en cas d'incendie.

Les immeubles d'habitation de 3^{ème} famille B et de 4^{ème} famille

Les immeubles d'habitation de 3^{ème} famille B et de 4^{ème} famille doivent être desservis par une voie engin distante de la voie publique de 50 m au plus et qui, par analogie au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, présente les caractéristiques décrites supra.

Au-delà de cette obligation réglementaire et pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, notamment, dans la phase de sauvetage de personnes se manifestant aux fenêtres, l'implantation d'une voie de type voie-échelle en pied de façade est souhaitable.

3.5.1.7.3 Les bonnes pratiques de l'autorité de police en charge de la distribution des secours

Les conditions d'accès et de desserte des bâtiments conditionnant directement l'efficacité de l'action des sapeurs-pompiers, le maire s'assure, au titre de ses pouvoirs de police définis à l'article L 2212-2 du code général des collectivités territoriales, de leur prise en compte, conformément aux réglementations applicables :

- soit à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme ;
- soit à l'occasion de la délivrance des permis de construire ;
- soit en réglementant la circulation et le stationnement des véhicules de manière à ce qu'il n'y ait pas d'entrave au déploiement des engins d'incendie et de secours ;
- soit en réglementant l'occupation temporaire du domaine public à des fins "privatives" tels que foires, vide-greniers, brocantes, terrasses d'établissements de restauration ou de débit de boissons, etc ...

Le directeur départemental,

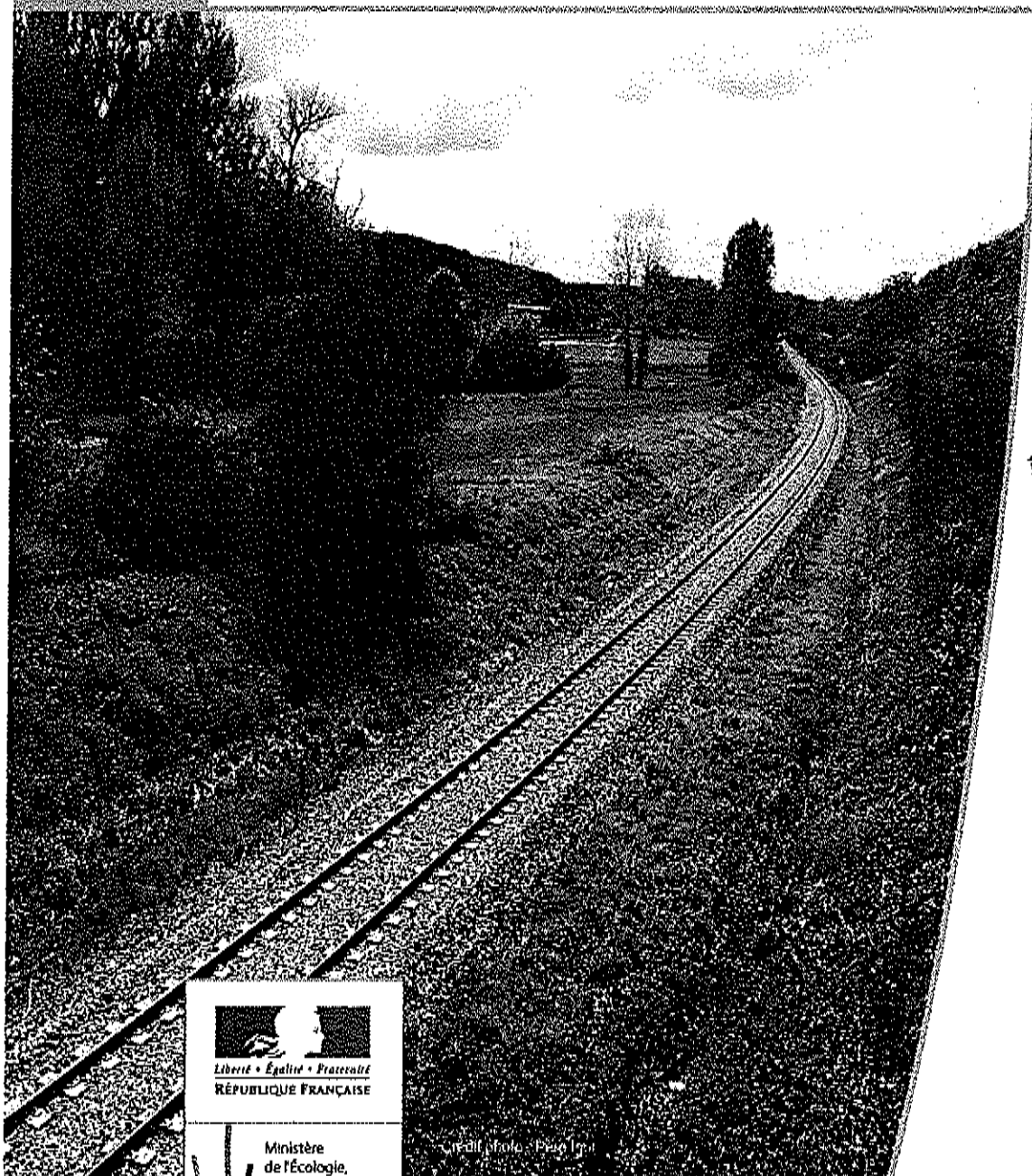
L'adjoint au chef du groupement
des services de prévision des risques

Commandant David Marchandea

COPIE À : M. le chef du groupement Sud (STMO)

Servitude T1

Servitudes relatives aux voies ferrées



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Crédit photo : Pascal L...

Ministère de l'écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

SERVITUDES DE TYPE T1

SERVITUDES RELATIVES AUX VOIES FERREES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

D - Communications

c) Voies ferrées et aérotrains

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit de servitudes concernant les propriétés riveraines des chemins de fer et instituées dans des zones définies par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer et par l'article 6 du décret du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques à savoir :

- **Interdiction de procéder à l'édification de toute construction**, autre qu'un mur de clôture, dans une distance de deux mètres d'un chemin de fer (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845),
- **interdiction de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations** dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale d'un remblai de chemin de fer de plus de trois mètres, largeur mesurée à partir du pied du talus (art. 6 de la loi du 15 juillet 1845),
- **Interdiction d'établir des couvertures en chaume, des meules de paille, de foin, et tout autre dépôt de matières inflammables**, à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, largeur mesurée à partir du pied du talus (art. 7 de la loi du 15 juillet 1845),
- **Interdiction de déposer, sans autorisation préfectorale préalable, des pierres ou des objets non inflammables** à moins de cinq mètres d'un chemin de fer (art. 8 de la loi du 15 juillet 1845),
- **Servitudes de visibilité au croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée** (art. 6 du décret-loi du 30 octobre 1935 et art. R. 114-6 du code de la voirie routière), servitudes définies par un plan de dégagement établi par l'autorité gestionnaire de la voie publique et pouvant comporter, suivant le cas conformément à l'article 2 du décret):
 - **l'obligation de supprimer** les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement précité,
 - **l'interdiction absolue de bâtir**, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Textes abrogés :

Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques, abrogé par la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative) et par le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire).

Textes en vigueur :

Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer - Titre Ier : mesures relatives à la conservation des chemins de fer (articles 1 à 11) ;

Code de la voirie routière (créé par la loi n° 89-413 et le décret n° 89-631) et notamment les articles :

- L. 123-6 et R.123-3 relatifs à l'alignement sur les routes nationales,
- L. 114-1 à L. 114-6 relatifs aux servitudes de visibilité aux passages à niveau,
- R. 131-1 et s. ainsi que R. 141-1 et suivants pour la mise en œuvre des plans de dégagement sur les routes départementales ou communales.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Catégories de servitudes	Bénéficiaires	Gestionnaires
Servitudes instituées par la loi du 15 juillet 1845	- Réseau ferré de France	Le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL) : - Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM), - Direction des infrastructures terrestres (DIT). Directions régionales de RFF-SNCF
Servitudes de visibilité	Gestionnaire de la voie publique : - le préfet, - le département, - la commune.	

1.4 - Procédure d'instauration, de modification ou de suppression

Les caractéristiques des servitudes relatives aux voies ferrées sont contenues dans la loi elle-même.

Seules les servitudes de visibilité au croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée font l'objet d'une procédure d'instauration spécifique, à savoir :

- un **plan de dégagement** détermine, pour chaque parcelle, les terrains sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité et définit ces servitudes,
- ce plan est soumis à **enquête publique** par l'autorité gestionnaire de la voie publique, enquête organisée dans les formes prescrites pour les plans d'alignement et conformément au Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (art. 11-19 à 11-27). Il est approuvé :

- avant 1989, par **arrêté préfectoral** après avis du conseil municipal ou, s'il y a lieu, du conseil général,

- à partir de 1989, par **arrêté préfectoral** ou par **délibération du conseil général ou du conseil municipal**, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

Selon la catégorie de servitudes, le générateur sera :

- soit une voie de chemin de fer ou / et ses dépendances,
- soit un croisement de voie ferrée et de route.

1.5.2 - Les assiettes

Assiette de l'interdiction de construire :

- une bande de deux mètres mesurés :
 - soit de l'arête supérieure du déblai,
 - soit de l'arête inférieure du talus du remblai,
 - soit du bord extérieur des fossés du chemin,
 - et, à défaut, d'une ligne tracée à un mètre cinquante centimètres à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Assiette de la servitude relative aux excavations en pied de remblai de chemin de fer de plus de 3 mètres :

- une zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai.

Assiette de la servitude relative aux dépôts ou installations inflammables :

- une bande de 20 mètres mesurée à partir du pied du talus de chemin de fer.

Assiette de la servitude relative aux dépôts de pierres ou objets non inflammables :

- une bande de 5 mètres de part et d'autre du chemin de fer.

Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la disposition des lieux le permettront, les distances déterminées par les articles précédents pourront être diminuées par autorisations accordées après enquête.

Assiette de la servitude de visibilité aux passages à niveau :

- des parcelles ou parties de parcelles soumises à servitudes.

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

Pour les voies ferrées :

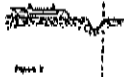
Il s'agit de la limite légale du Chemin de Fer. Elle est déterminée de la manière suivante :

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du Chemin de Fer est déterminée de la manière suivante :

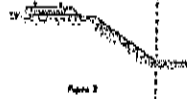
a) Voie en plate-forme sans fossé :
une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail extérieur (figure 1)



b) Voie en plate-forme avec fossé :
le bord extérieur du fossé (figure 2)



c) Voie en remblai :
l'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)



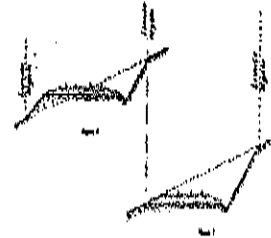
ou

le bord extérieur du fossé si cette voie comporte un fossé (figure 4)

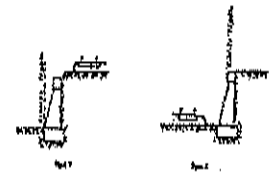


d) Voie en déblai :
l'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)

Dans le cas d'une voie posée à flanc de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du talus naturel (figures 6 et 7)



Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9)



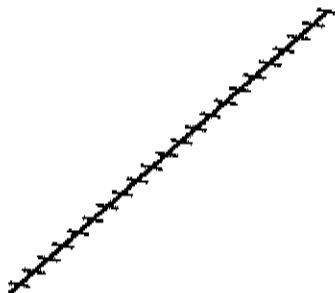
Pour les passages à niveaux :

Les emprises routières



Conclusion et pratique pour les générateurs T1 :

Ces niveaux de détail ne peuvent être saisis ou reporté en pratique dans les plans de servitudes. Il est donc conseillé de prendre le linéaire de Bd Topo comme générateur.



2.1.2 - Les assiettes.

Servitudes prévues par les lois et règlements sur la grande voie et qui concernent notamment :

Alignement :

Procédure par laquelle l'administration détermine les limites du domaine public ferroviaire. Cette obligation s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, On peut retenir dans ce cas les parcelles propriétés de la SNCF jouxtant le générateur de la voie de chemin de fer.

Écoulement des eaux :

Pas d'assiette générées.

Plantations :

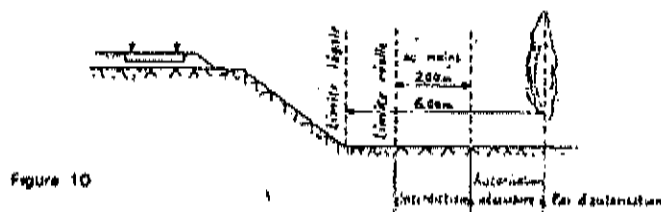
- arbres à hautes tiges :

- sans autorisation : au delà de 6 m de la zone légale,
- avec autorisation préfectorale: de 2 à 6 m de la zone légale,
- interdiction stricte : en deçà de 2 m de la zone légale.

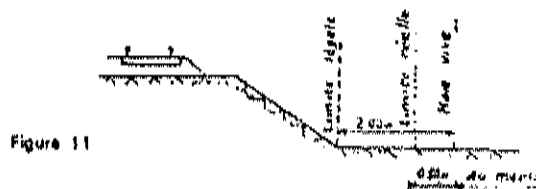
- haies vives :

- sans autorisation : au delà de 2 m de la zone légale,
- avec autorisation préfectorale: de 0,50 à 2 m de la zone légale,
- interdiction stricte : en deçà de 0,50 m de la zone légale.

a) arbres à haute tige - Aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de 6 mètres de la limite légale du Chemin de Fer. Toutefois, cette distance peut-être ramenée à 2 mètres par autorisation préfectorale.



b) haies vives - Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de 2 mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 mètre.



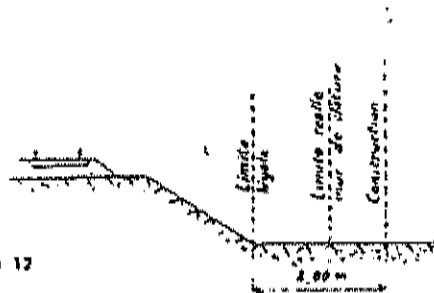
Servitudes spéciales pour les constructions et excavations :

Constructions :

Aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 m de la limite légale.

4 - Constructions

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les plans locaux d'urbanisme, aucune construction, autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 mètres de la limite légale du Chemin de Fer.



Il en résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du Chemin de Fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite réelle dans le cas où celle-ci est située à moins de 2 mètres de la limite légale.

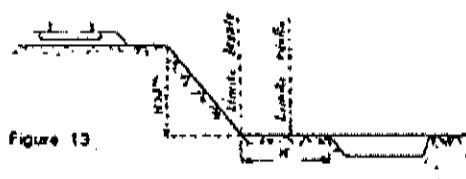
Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Excavations :

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 m au dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus.

5 - Excavations

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus.



Servitudes pour améliorer la visibilité aux abords des passages à niveaux :

Plan de dégagement soumis à enquête publique.

6 - Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblai et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, la Direction Départementale de l'Équipement soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est représentée par des hachures sur le croquis ci-dessous (figure 14)

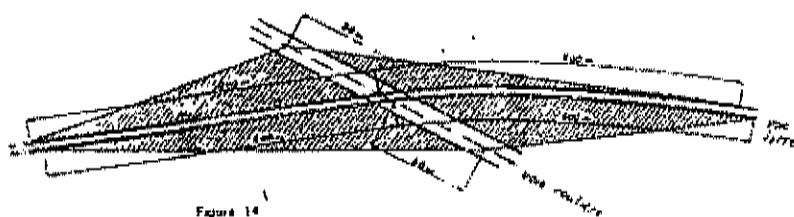
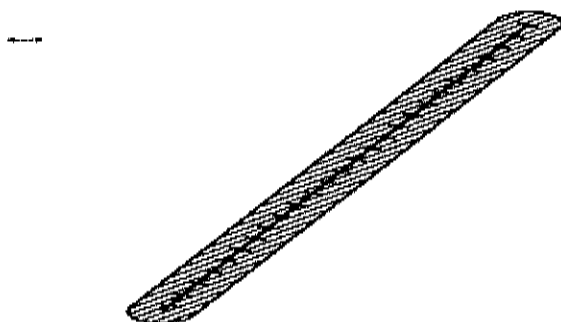


Figure 14

Conclusion et pratique pour les assiettes T1 :

Ces niveaux de détail ne peuvent être saisis ou reporté en pratique dans les plans de servitudes. Il est donc conseillé si l'on souhaite représenter les assiettes :

- de placer un tampon de 5 m autour du générateur (tronçon de voie) pour les Assiettes des servitudes relatives à l'interdiction de construire, aux excavations, aux dépôts de pierres ou objets non inflammables (**majorité des cas**),



- pour ne pas avoir à dessiner manuellement les assiettes, récupérer l'objet géométrique à partir de la Bd Topo puis créer une zone tampon de 5 m à partir de ce même objet,

- pour être plus précis, il est également possible de construire l'assiette à partir d'un assemblage des parcelles propriétés de la RFF-SNCF sur la base du plan cadastral informatisé vecteur.

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : La construction graphique du générateur et de l'assiette peut s'établir préférentiellement à partir du référentiel à grande échelle (BD topo, BD ortho, PCI vecteur, BD parcellaire).

Précision : Échelle de saisie maximale, le cadastre
Échelle de saisie minimale, le 1/5000.
Métrique.

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - *Préalable*

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php3?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes)

3.1.2 - *Saisie de l'acte*

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom **T1_ACT.tab**.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 2* du document *Structure des modèles mapInfo.odt*.

3.1.3 - *Numérisation du générateur*

■ Recommandations :

Privilégier :

- la numérisation au niveau départementale et non à la commune (une voie ferrée traverse généralement plusieurs communes d'un point a vers un point b),
- la numérisation à partir de la Bd Topo (couche voies ferrées).

■ Précisions liées à GéoSUP :

2 types de générateur sont possibles pour une sup T1 :


- une polyligne : correspondant au tracé d'une voie ferrée de type linéaire (ex. : une ligne de voie ferrée),
- un polygone : correspondant au tracé d'une voie ferrée de type surfacique (ex. : une gare).

Remarque : plusieurs générateurs et types de générateurs sont possibles pour une même servitude T1 (ex. : une gare et ses voies ferrées).


▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **T1_SUP_GEN.tab**.

Si le générateur est de type linéaire :

- dessiner la voie ferrée à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel) ou récupérer l'objet géométrique à partir de la Bd Topo (couche voies ferrées).

Si le générateur est de type surfacique :

- dessiner l'emprise à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Les générateurs assemblés doivent être similaires pour pouvoir être importés dans GéoSup.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup (privé ou public), le champ CODE_CAT doit être alimenté par 2 sous codes :

- T1_PRIVÉ pour les voies ferrées privées,
- T1_PUBLIC pour les voies ferrées publiques.

3.1.4 - Création de l'assiette

▪ Précisions liées à GéoSUP :

1 seuls type d'assiette est possible pour une sup T1 :

- une surface : correspondant à l'emprise de la zone de protection de la voie ferrée ou de ses infrastructures.

▪ Numérisation :

L'assiette d'une servitude T1 est une zone de protection de 5 mètres tracée tout autour du générateur :

- une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, faire une copie du fichier T1_SUP_GEN.tab et l'enregistrer sous le nom **T1_ASS.tab**,
- ouvrir le fichier T1_ASS.tab puis créer un tampon de 5 mètres en utilisant l'option Objet / Tampon de MapInfo.

Remarque :

Pour être plus précis une autre solution consisterait à construire l'assiette à partir d'un assemblage des parcelles propriétés de la SNCF-RFF par des requêtes SQL sur la base du plan cadastral informatisé vecteur.

Modifier ensuite la structure du fichier T1_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document **Structure des modèles mapinfo.odt** tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document **Structure des modèles mapinfo.odt**.

Important :

Pour différencier les attributs du générateur dans GéoSup (privé ou publique), le champ CODE_CAT doit être alimenté par 2 sous codes :

- **T1_PRIVÉ** pour les voies ferrées privées,
- **T1_PUBLIC** pour les voies ferrées publiques.

Le type d'assiette dans GéoSup est quand à lui identique qu'il s'agisse d'une zone de protection de 5 mètres ou d'un périmètre de protection modifié. Le champ **TYPE_ASS** doit être égal à **Zone de protection** (respecter la casse) pour les catégories **T1_PRIVÉ** (voies ferrées privées) et **T1_PUBLIC** (voies ferrées publiques).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune

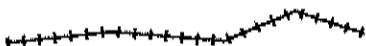
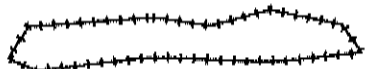
Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom **T1_SUP_COM.tab**.

Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 5** du document **Structure des modèles mapinfo.odt**.

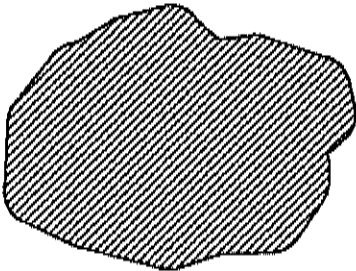
3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une voie ferrée)		Polyligne de couleur noire composée de traits perpendiculaires et d'épaisseur égale à 3 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0
Surfacique (ex. : une emprise routière pour passage à niveau)		Polygone composée d'aucune trame Trait de contour continu de couleur noire composé de traits	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

		perpendiculaires et d'épaisseur égale à 3 pixels	
--	--	--	--

Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Zone tampon (ex. : une emprise de voie ferrée)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur noire et transparente Trait de contour continu de couleur noire et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes,

conformément aux consignes figurant **aux chapitres 4, 5, 6, et 7** du document *Import_GeoSup.odt*.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www.developpement-durable.gouv.fr



Le directeur départemental
des services d'incendie et de secours

à

Madame la directrice départementale
des territoires de l'Isère
Service d'aménagement Sud Est (SASE)
BP45
38040 GRENOBLE CEDEX 9

N/REF : D2015-537 - 608 DM.LY
Aff. suivie par : Commandant David MARCHANDEAU
Groupement Prévision
Service analyse et évaluation des risques
gprs.sec@sdis38.fr
Tél. 04 76 26 88 80
FAX 04 76 26 89 72

OBJET : Porter à connaissance du maire – PLU de la commune de St Martin d'Hères

REF : Votre courriel du 28 août 2015

Le paragraphe 3.1.1.5 relatif à la gestion des ressources hydrauliques de défense incendie est à remplacer par le texte suivant :

3.1.1.5 Le risque incendie de végétation

Les textes réglementaires à prendre en compte sont :

- en l'article L 321-1 du code forestier ;
- les arrêtés préfectoraux n° 2007-05811, 2007-05812, 2007-05813, 2007-0518, 2007-0519 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013-02-0015 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013-147-0018.

Conformément à l'article L 321-1 du code forestier, les services de l'État ont achevé en avril 2005 un « Atlas départemental du risque feux de forêts ». Une information sur les mesures réglementaires envisagées a été portée à la connaissance de chaque commune par courrier du préfet en date du 22 août 2005.

Consécutivement, sur 5 massifs forestiers présentant un aléa moyen à fort à proximité de zones à enjeux forts (urbanisation, zones d'activité, infrastructure) un premier classement a été validé par les 5 arrêtés préfectoraux du 2 juillet 2007 cités ci dessus et précisés par l'arrêté préfectoral n°2013-02-0015 relatif à l'obligation légale de débroussaillage.

Ce classement permet de mettre en place des prescriptions adaptées dans les communes visées par ces arrêtés préfectoraux, notamment le débroussaillage obligatoire pour le propriétaire d'une construction.

L'ensemble de ces éléments ont été repris dans le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie de mars 2013 approuvé par l'arrêté préfectoral n°2013-147-0018.

L'élaboration ou la révision du plan local d'urbanisme des communes concernées sont l'occasion d'intégrer ce risque dans leurs perspectives de développement.

Le paragraphe 3.2.2.3 relatif à la gestion des ressources hydrauliques de défense incendie est à remplacer par le texte suivant :

3.2.2.3 La défense extérieure contre l'incendie (DECI)

3.2.2.3.1 Le cadre juridique

Le code général des collectivités territoriales (articles L 2212-2, L 2213-32, L 2225-1, L 2225-2, L 2225-3, L 2225-4 , L 5211-9-2, R. 2225-1 à R. 2225-10) dispose que la DECI est une attribution de police qui a pour objet d'assurer l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

Le maire ou, s'il y a eu transfert, le président d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) détient, en vertu de ces textes, des pouvoirs de police pour réglementer la DECI.

D'anciennes et constantes décisions de justice rappellent ces obligations et les responsabilités des différents acteurs de la DECI (autorités de police, services d'incendie et de secours).

Enfin, les caractéristiques techniques des équipements concourant à la DECI sont définies par les principales normes citées ci-après :

- la norme NFS 61-211 relative aux bouches d'incendie de 100 mm ;
- la norme NFS 61-213 relative aux poteaux d'incendie de 100 et de 2 x 100 mm ;
- la norme NFS 61-214 relative aux poteaux d'incendie de 65 mm ;
- la norme NFS 61-221 relative aux plaques de signalisation ;
- la norme NFS 62-200 relative à l'installation des poteaux et bouches d'incendie ;
- la norme NF EN 14339 relative aux bouches d'incendie enterrées.

3.2.2.3.2 Le dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie

Les points d'eau incendie concourant à la DECI doivent permettre aux sapeurs-pompiers de disposer rapidement de ressources en eau suffisantes pour lutter contre les incendies.

En effet, les engins d'incendie ont une capacité de transport en eau réduite, une couverture géographique et des délais d'acheminement sur les lieux ne permettant pas, sans être alimentés par une ressource adaptée, d'atteindre cet objectif.

Ces besoins minimum peuvent être satisfaits soit par :

- des poteaux ou bouches d'incendie de diamètre 100 mm minimum et distants de 200 m à défendre alimentés par un réseau capable de fournir 120 m³ à un débit minimal de 60 m³/heure. Cette distance peut être portée à 400 m si le risque à défendre est particulièrement faible, et doit être réduite à 60 m du raccord d'alimentation de toute colonne sèche. Les points d'eau sont éloignés les uns des autres de 200 à 400 m selon le risque à couvrir ;
- des points d'eau naturels capables de fournir en 2 heures les 120 m³ nécessaires, distants de 400 m au plus des risques à défendre. Le SDIS recommande que ces points soient distants de 200 m si les bâtiments à défendre relèvent du risque courant ou du risque important. Les points d'eau sont éloignés les uns des autres de 200 à 400 m selon le risque à couvrir ;

- des réserves artificielles capables de fournir en 2 heures les 120 m³ nécessaires, distants de 400 m au plus des risques à défendre. Le SDIS recommande que ces réserves soient distantes de 200 m si les bâtiments à défendre relèvent du risque courant ou du risque important. Les points d'eau sont éloignés les uns des autres de 200 à 400 m selon le risque à couvrir ;
- des points d'eau dimensionnés spécialement à partir du guide D 9 téléchargeable sur le site internet du CNPP, en ce qui concerne la défense extérieure contre l'incendie des bâtiments industriels et des établissements recevant du public.

En atténuation de ces règles, à proximité de risques peu importants privés isolés (maisons d'habitation par exemple), ou pour la défense des forêts contre l'incendie, on peut admettre la création de réserves de 30 m³ seulement.

Les distances visées ci-dessus entre le risque à couvrir et le premier point d'eau d'une part et entre points d'eau d'autre part sont mesurées préférentiellement par les voies praticables par les véhicules d'incendie et de secours et à tout le moins par un cheminement de 1,80 m de largeur praticable par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir.

3.2.2.3.3 Les bonnes pratiques de l'autorité de police en charge de la DECI

L'état de la DECI conditionnant directement l'efficacité de l'action des sapeurs-pompiers, il importe que le maire informe le SDIS de l'état des points d'eau en temps réel :

- en cas d'indisponibilité d'un point d'eau en lui adressant l'imprimé joint au guide relatif à la DECI téléchargeable sur le site internet du SDIS ;
- lors de la remise en service d'un PEI préalablement déclaré indisponible en lui communiquant ce même imprimé ;
- en cas de création d'un point d'eau en lui adressant le rapport d'essai de réception de l'hydrant (annexes A et B de la NFS 62-200) ou en cas de modification ou de suppression d'un point d'eau.

Enfin, pour qu'il y ait une cohérence dans le recensement des points d'eau incendie et pour prévenir tout dysfonctionnement d'identification une collaboration étroite entre le maire et le SDIS est nécessaire lors de l'attribution de leur numéro.

Le paragraphe du PAC 3.5.1.7 relatif à la desserte des bâtiments par les véhicules d'incendie et de secours est à remplacé par le texte suivant :

3.5.1.7 La desserte des bâtiments par les véhicules d'incendie et de secours

3.5.1.7.1 Généralités

De manière générale, l'article R 111-2 du code de l'urbanisme dispose que le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique et l'article R 111-5 du code de l'urbanisme prévoit que le projet de construction soumis à permis de construire peut être refusé si les caractéristiques des voies qui desservent le terrain rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Ainsi, les voies d'accès devront rester praticables en conditions climatiques défavorables et notamment en cas d'enneigement important.

En outre, les aménagements directement ou indirectement liés aux infrastructures d'un éventuel réseau de tramway devront respecter les conditions de desserte des bâtiments par les sapeurs-pompiers comme le prévoient les articles énumérés ci-après.

Ces aménagements ne devront pas, non plus, avoir pour effet de dégrader les conditions de transit des engins d'incendie et de secours.

Plus précisément, les voies d'accès doivent répondre, selon la destination et la date de dépôt de permis de construire des bâtiments, aux caractéristiques prévues par les dispositions :

- des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;
- des articles CO2 à CO5 de l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié et des réglementations particulières et spéciales afférentes à chaque type d'établissements portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- de l'article PE7 de l'arrêté ministériel du 22 juin 1990 modifié approuvant les dispositions relatives aux établissements de 5^{ème} catégorie ;
- des articles GH6 à GH8 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2011 modifié portant règlement de sécurité pour la construction des Immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique ;
- des articles R 4214-9 et 4216-2 du code du travail ;
- de l'article R 123-4 du code de la construction et de l'habitation.

En outre, l'article R 111-13 du code de la construction et de l'habitation dispose que la construction doit permettre aux occupants, en cas d'incendie, soit de quitter l'immeuble sans secours extérieur, soit de recevoir un tel secours.

A cet égard, la conception et l'aménagement de voies en impasse à usage de desserte pour les engins d'incendie et de secours sont à éviter.

Par analogie avec les dispositions prévues par l'article R 123-13 du code de la construction et de l'habitation applicable aux établissements recevant du public, dans le cas de voies en impasse dont l'aménagement est incontournable, la réalisation d'aménagements de voiries permettant la circulation et la manœuvre des véhicules d'incendie et de secours est très souhaitable :

- si la voie en impasse de plus de 30 m est une voie-engin, porter la largeur de la chaussée libre de stationnement à 4 m afin de permettre le croisement ou le dépassement des véhicules et aménager une aire de retournement conformément aux spécifications techniques précisées par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère ;
- si la voie en impasse de plus de 30 m est une voie-échelle, porter la largeur de la chaussée libre de stationnement à 7 m afin de permettre le croisement ou le dépassement des véhicules et aménager une aire de retournement conformément aux spécifications techniques précisées par le SDIS .

Par ailleurs, afin d'assurer l'accessibilité des sapeurs-pompiers aux immeubles d'habitation, les serrures des barrières et/ou les dispositifs amovibles permettant l'accès aux voiries de desserte doivent être manœuvrables :

- soit par un dispositif facilement destructible par les moyens dont dispose le service départemental d'incendie et de secours de l'Isère (de type coupe boulon par exemple) ;
- soit par une clé polycoise en dotation au SDIS.

Les sapeurs-pompiers n'ont pas vocation à détenir ni de clés ni de codes d'accès spécifiques car cette détention ne constitue pas une réponse opérationnelle fiable, durable et robuste.

3.5.1.7.2 Le cas des immeubles d'habitation à construire

Les immeubles d'habitation de 1^{ère} et 2^{ème} familles

Aucune autre obligation que celles énoncées aux articles R 111-5 du code de l'urbanisme et R 111-13 du code de la construction et de l'habitation ne précise les conditions de desserte des immeubles d'habitation de 1^{ère} et 2^{ème} familles.

Toutefois, d'un point de vue pragmatique et opérationnel, il est opportun que ces immeubles soient desservis, pour en permettre l'accès aux sapeurs-pompiers, par une voie engin qui, par analogie au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, présente les caractéristiques suivantes :

- largeur supérieure ou égale à 3 m ;
- résistant à un véhicule de 160 kN (90 kN par essieu distants de 3,6 m à minima) ;
- pente inférieure ou égale à 15% ;
- hauteur libre supérieure ou égale à trois mètres cinquante ;
- rayon intérieur des virages (R) supérieur ou égal à 11 mètres additionné si le rayon est inférieur à cinquante mètres, d'une surlargeur $S = 15 / R$.

Les immeubles d'habitation de 3^{ème} famille A

Les immeubles d'habitation de 3^{ème} famille A doivent être desservis par une voie-échelle qui est une partie de la voie-engin. Elle présente les caractéristiques suivantes :

- longueur minimale de 10 m ;
- largeur, hors stationnement, de 4 m ;
- pente inférieure ou égale à 10% ;
- résistance au poinçonnement : 100 kN/cm² sur une surface "minimale" de 0,20 m² ;

Logiquement sa disposition par rapport à la façade desservie permet aux échelles aériennes d'atteindre un point d'accès (balcons, coursives, etc.) à partir duquel les sapeurs-pompiers doivent pouvoir atteindre tous les logements soit directement soit par un parcours sûr (balcon filant, passerelle, terrasse) de manière à pouvoir procéder aux sauvetages de personnes se manifestant aux fenêtres en cas d'incendie.

Les immeubles d'habitation de 3^{ème} famille B et de 4^{ème} famille

Les immeubles d'habitation de 3^{ème} famille B et de 4^{ème} famille doivent être desservis par une voie engin distante de la voie publique de 50 m au plus et qui, par analogie au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, présente les caractéristiques décrites supra.

Au-delà de cette obligation réglementaire et pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, notamment, dans la phase de sauvetage de personnes se manifestant aux fenêtres, l'implantation d'une voie de type voie-échelle en pied de façade est souhaitable.

3.5.1.7.3 Les bonnes pratiques de l'autorité de police en charge de la distribution des secours

Les conditions d'accès et de desserte des bâtiments conditionnant directement l'efficacité de l'action des sapeurs-pompiers, le maire s'assure, au titre de ses pouvoirs de police définis à l'article L 2212-2 du code général des collectivités territoriales, de leur prise en compte, conformément aux réglementations applicables :

- soit à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme ;
- soit à l'occasion de la délivrance des permis de construire ;
- soit en réglementant la circulation et le stationnement des véhicules de manière à ce qu'il n'y ait pas d'entrave au déploiement des engins d'incendie et de secours ;
- soit en réglementant l'occupation temporaire du domaine public à des fins "privatives" tels que foires, vide-greniers, brocantes, terrasses d'établissements de restauration ou de débit de boissons, etc ...

Le directeur départemental,

L'adjoint au chef du groupement
des services de prévision des risques

Commandant David Marchandeanu

COPIE À : M. le chef du groupement Sud (STMO)

Grenoble, le 23 juin 2015

académie
Grenoble

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Rectorat

Ingénieur régional
conseiller technique

(I.R.C.T.)

Service construction

Réf : IRCT/15-B153
Affaire suivie par
Michel Louna

Téléphone
04 56.52.77.16
Télécopie
04 56.52.77.18

Courriels :
Michel.Louna@ac-
grenoble.fr
Ce.Construction
@ac-grenoble.fr

Adresse postale
7, place Bir-Hakeim
CS 81065
38021 Grenoble
cedex 1

Le recteur de l'académie de Grenoble,
chancelier des universités

à

Direction départementale des territoires
Service Etudes et Territoires (SET)
Bureau des documents d'urbanisme
18, Bd Joseph Vallier – BP 45
38040 Grenoble Cedex 09

Affaire suivie par Madame Nicole MEARY

Objet : Porter à connaissance du PLU de Saint-Martin-d'Hères.

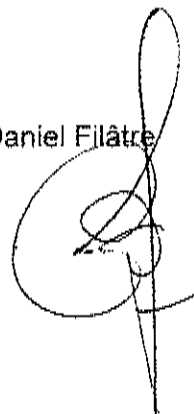
V/Référence : consultation du 20 Juin 2015

Par courrier, vous m'avez consulté sur les enjeux pour l'Etat que peut présenter l'élaboration du plan local d'urbanisme de Saint-Martin-d'Hères, et de vous faire connaître les éléments pouvant avoir une incidence sur la procédure engagée.

Veillez trouver ci-joint, les éléments attendus.

Je me réserve la possibilité ultérieure de vous faire connaître tout élément nouveau ou information complémentaire utile pour l'élaboration de ce PLU.

Daniel Filâtre



I – LE CONTEXTE



Le territoire de la commune de Saint-Martin-d'Hères accueille la plus grande partie du domaine universitaire de Grenoble.

Avec ses 180 hectares, le domaine universitaire situé à Saint-Martin d'Hères (et Gières), représente un enjeu majeur de l'Etat en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation dans notre pays.

- 2/5 Selon l'étude sur l'activité économique réalisée pour Grenoble-Universités (GU), près de 60 000 personnes dont 33 000 étudiants sont en lien avec « l'économie universitaire » générée par le campus, avec plus de 20 000 emplois directs ou induits.

Considérée comme l'un des pôles universitaires français d'enjeux internationaux, l'Université de Grenoble, bénéficie d'importants programmes d'investissement immobilier, entre les CPER et l'opération campus. L'excellence sur tous les aspects est visée. D'importants moyens sont mobilisés, tant pour renouveler que pour réhabiliter le bâti, rationaliser les implantations et optimiser le fonctionnement universitaire.

A ce titre, l'emprise du domaine universitaire doit être considérée comme l'une des composantes fondamentales de cette économie, élément majeur des équilibres sociaux et économiques de l'agglomération. Mais elle est aussi à considérer comme la réserve foncière des évolutions de l'enseignement supérieur et de la recherche associée : installations universitaires, (enseignement, recherche universitaire, sports universitaires...), vie étudiante (équipements et services à l'étudiant, logement, restauration, ...) et activités invitées. C'est pourquoi d'importants investissements sont prévus par l'Etat et des collectivités.

II – ELEMENTS DE STRATEGIE

Dans ce cadre, Grenoble-Universités a engagé des études diagnostic portant sur le patrimoine immobilier et sur l'aménagement spatial, urbain et paysager du domaine universitaire.

La seconde étude comporte un volet prospectif qui vise à prolonger le plan de composition de référence dit « Plan Ahrends » en actualisant les besoins, enjeux, opportunités et l'insertion du campus dans le territoire.

Aussi, d'ores et déjà, plusieurs enjeux majeurs d'évolution sont à relancer et à prendre en compte par la commune dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

Par ailleurs, les équipements, voiries et réseaux du domaine universitaire sont, comme le foncier, propriétés de l'Etat et affectés au MENESR. Ils font l'objet d'une gestion spécifique assurée par la direction de l'aménagement durable de l'Université de Grenoble (DAD).

Les préoccupations de développement durable sont transversales aux projets précédents. On évoquera particulièrement l'axe environnemental avec les questions de maîtrise des consommations, de réduction des émissions de CO² et d'économie des ressources. Ces orientations sont essentielles pour la maîtrise ultérieure de leurs dépenses par l'université et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaire (CROUS) avec des conséquences tant économiques que sociales.



III – ORIENTATIONS A PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU :

Il est à noter que PLU initial reprenait globalement bien les besoins exprimés par l'Etat sur le domaine universitaire.

3/5

Toutefois, son annulation a conduit à devoir revoir certains projets avancés pour prendre en compte certaines règles parfois plus contraignantes du POS. Il conviendra donc de réactualiser ces règles (hauteurs, distances aux limites, ...) parfois pour pouvoir régulariser des situations intermédiaires.

D'une manière générale, il convient de

- permettre la restructuration des bâtiments existants notamment pour l'adaptation des locaux aux besoins (réformes LMD, loi LRU, loi Fioraso, accessibilité, espaces de formation numériques, ...) et aux enjeux de développement durable dans le champ de la maîtrise des consommations (reprise lourde et habillage des façades, surélévations, capteurs énergies renouvelables, ...),
- Le campus a vocation à devenir une vitrine du développement durable et un espace de démonstration de l'innovation en la matière. Il faudra veiller à permettre d'intégrer ces enjeux dans les nouveaux projets : hauteurs maximales à relever, ouvrir la possibilité d'envisager d'autres ressources d'énergie (nappe phréatique, éolien, ...), etc...,
- prendre en compte les orientations qui sont définies dans le plan de composition du domaine universitaire et permettre ses adaptations futures, notamment dans les secteurs sans enjeux environnementaux, paysagers ou de voisinage,
- afficher précisément les prescriptions du Plan de Protection contre les Risques d'Inondations (PRRI) pour les bâtiments existants et futurs, sur le fond parcellaire et le règlement se rapportant à chaque zone,
- intégrer les formulations adéquates des règles pour se protéger d'éventuelles occupations ou caravanes et pouvoir intervenir,
- permettre l'implantation des nouveaux bâtiments prévus et à venir, en lien avec les nouvelles liaisons envisagées (tram, franchissements de l'Isère, ...) et reprenant certaines contraintes volumétriques.

Par ailleurs, la qualité architecturale urbaine et paysagère de ce territoire a prévalu, historiquement et dans la durée, de manière conjointe entre les acteurs universitaires.

C'est un des atouts majeurs de l'aménagement du site. Cette qualité repose sur le plan de composition et des conseillers spécifiques : architecte et urbaniste. Déjà plusieurs constructions bénéficient du label « Patrimoine du XX^e siècle ».

Aussi une prise en compte des enjeux paysagers et architecturaux dans le cadre d'un projet, assortie de la mise en œuvre effective d'actions curatives est attendue à l'occasion de la requalification paysagère de l'axe Gabriel Péri :



4/5

- l'entrée n° 2 du domaine universitaire (Est) mérite une requalification. Par ailleurs, elle fait face, de l'autre côté de l'avenue Gabriel Péri, à un site propre de transport en commun et une piste cyclable desservant le Sud de l'agglomération. Leur connexion avec l'emprise foncière du campus traverse la zone commerciale de « Champ Roman », sur laquelle la continuité n'est pas assurée, serait à rechercher. Il conviendra d'y réserver le foncier en conséquence pour améliorer, au plus tôt, ces qualités de parcours.
- la zone des Glairons mériterait d'évoluer. Les transformations attendues devront permettre de nouvelles opérations et d'ouvrir la mixité de ce secteur, en lien avec le campus.
- l'entrée n° 1 (Ouest) du domaine est la seule donnant sur un axe urbain fort et son caractère végétal est un signal en rupture sur l'avenue Gabriel Péri qui ouvre une perspective sur le domaine universitaire et le grand paysage. C'est pourquoi, les architectes et paysagistes-Conseils successifs du campus ont considéré que cette caractéristique ouverte et non bâtie était essentielle. La notion de valorisation de cette entrée, évoquée lors de la réunion des personnes publiques associées le 9 avril 2015 en mairie est donc bien à entendre dans cette assertion. Cette précision explicite les termes du courrier du Préfet au Maire de Saint-Martin d'Hères, le 27 août 2008 : amputer la ZAC « de l'emprise du domaine universitaire », « préserver l'emprise et le fonctionnement du domaine universitaire »...

Le plan local de déplacement élaboré sur le campus prévoit de limiter les stationnements, de ne créer aucune place supplémentaire, voire d'en supprimer. Il conviendra de reprendre ces dispositions dans le PLU, qui devra intégrer une politique volontariste en matière de stationnement, dans l'esprit et si possible en cohérence avec ce qui est déjà en œuvre sur la commune adjacente de Gières.

D'une manière globale il est important de veiller à la compatibilité des fonctions riveraines entre elles et avec le SCOT.

IV – RECOMMANDATIONS :

L'ensemble des enjeux et la mise en œuvre des projets des différents acteurs imposent qu'une coordination et une étroite concertation soit mise en œuvre par la commune avec les représentants des enjeux de l'enseignement supérieur et de la recherche (Etat/rectorat et universités). Comme les différents facteurs exposés le démontrent, cette concertation ne peut être réduite à une information sur les choix municipaux ni à la stricte emprise foncière du domaine universitaire, mais doit permettre de construire un projet partagé qui permette tant à la ville qu'à l'agglomération de bénéficier des atouts du domaine universitaire, tant d'un point de vue social et économique que fonctionnel et technique, et réciproquement.



Par exemple, la zone des Glairons qui borde le domaine sur une longueur importante devrait connaître des évolutions. Sa situation privilégiée à proximité du domaine mérite que soit explorée parmi ses hypothèses de mutation, celle d'une zone d'activités et d'innovation articulée avec la recherche universitaire et les ressources du campus. Par ailleurs, à l'occasion de cette opération de revalorisation urbaine, certaine circulation reliée au domaine universitaire pourra être réaménagée pour lui conférer les caractéristiques qualitatives.

5/5

L'avenue Gabriel Péri, axe majeur de l'accès au domaine universitaire mais aussi entrée importante de l'agglomération, mériterait un projet paysager la revalorisant à ces deux titres. Une démarche de ce type réussie aurait aussi d'importants effets sur la « couture urbaine », de part et d'autre de cette voie, et sur l'attractivité et la fréquentation de l'ensemble de ce secteur.

Dans cet ordre des choses, les questions de déplacement, d'accès, d'infrastructures, de traitement paysagers, l'évolution des usages et fonctions urbaines et les projets d'urbanisme opérationnels en bordure du domaine universitaire seront enrichis par ce dialogue, pour lequel les échanges avec la DAD et les conseillers, architecte et paysagiste, du campus seront précieux.

* * *

